



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES
ÉTUDES ÉCONOMIQUES**



**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2010
ET PERSPECTIVES EN 2011**

Septembre 2010

Publication semestrielle de la DPEE

Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DPMSM @ septembre 2010

Table des Matières

LISTE DES ENCADRES	2
LISTE DES FIGURES	2
LISTE DES TABLEAUX	2
RESUME	3
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....	7
1.1. ESTIMATIONS DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2010	7
1.1.1. <i>Les ressources du PIB.....</i>	7
1.1.2. <i>Les Emplois du PIB.....</i>	13
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité.....</i>	14
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2011	15
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB.....</i>	15
1.2.2. <i>Les Emplois du PIB.....</i>	18
2. LES FINANCES PUBLIQUES.....	19
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2010	19
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires et dons.....</i>	19
2.1.2. <i>Les dépenses publiques.....</i>	21
2.1.3. <i>Le Financement</i>	22
2.1.4. <i>La dette publique.....</i>	22
2.2. PROJECTIONS BUDGETAIRES EN 2011	23
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires et dons en 2011.....</i>	23
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	27
3.1. ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2010	27
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante.....</i>	27
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....</i>	30
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2011	30
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante.....</i>	30
3.2.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....</i>	31
4. LA SITUATION MONETAIRE.....	32
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2010	32
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets.....</i>	32
4.1.2. <i>Le crédit intérieur.....</i>	32
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2011	33
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets.....</i>	33
4.2.2. <i>Le crédit intérieur.....</i>	33
ANNEXES	35

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1: Impact des arriérés de paiements sur l'activité économique.....	8
Encadré 2: Evolution du sous-secteur des télécommunications	13
Encadré 3: Analyse de la structure des exportations de biens de 2000 à 2010.....	28
Encadré 4: Analyse de la structure des importations de biens de 2000 à 2011.....	29

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Taux de croissance du PIB réel.....	7
Figure 2: Evolution du solde budgétaire en % du PIB.....	19

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3 : Structure des exportations de 2000 à 2010.....	28
Tableau 4 : structure des importations de 2000 à 2010	29

RESUME

L'économie mondiale devrait renouer avec la croissance positive, en dépit des incertitudes qui pèsent notamment sur les plans de relance économique, la faiblesse de la consommation et de la demande dans les pays avancés. Globalement la croissance du Produit Mondial Brut est prévue à 4,6% en 2010 après un repli de 0,6 % une année auparavant. Cette reprise serait substantiellement tirée par les économies émergentes, sous l'impulsion de l'Inde et surtout de la Chine. Dans les pays avancés, la croissance économique est attendue à 2,6% contre un repli de 3,2% en 2009, alors que dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est attendu à 6,8% en 2010 contre 2,5% l'année précédente.

Ce regain de croissance au niveau mondial, se refléterait au plan intérieur par un redressement de l'activité économique en ralentissement depuis 2008 sous l'effet des chocs liés à la flambée des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires mais également à la crise économique et financière. En effet, l'environnement international favorable conjugué aux efforts consentis par le Gouvernement en vue de redynamiser l'activité économique, se traduirait par un redressement de la demande extérieure et intérieure, en particulier l'investissement privé. Globalement, **le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 4% en 2010 contre 2,2% en 2009**. Cette bonne tenue de l'activité reflèterait celle des secteurs primaire (+3,6%) et secondaire (+4,4%), ainsi que le redressement du secteur tertiaire (+4%), sensiblement affecté en 2009 par la morosité de l'environnement économique interne et mondial.

L'inflation mesurée par le déflateur du PIB devrait se situer à 1,4%, soit en dessous du seuil communautaire fixé à 3%. Pour ce qui est des prix à la consommation, ils sont restés quasiment stables à fin juin 2010 (+0,1%) et devraient enregistrer une hausse d'environ 1% en 2010.

En 2011, les perspectives macroéconomiques tablent sur une croissance du PIB de 4,4%, portée par le secteur secondaire dont l'activité serait tirée notamment par les industries extractives, les industries chimiques, le raffinage de pétrole, les matériaux de construction et le sous secteur des BTP. Dans le tertiaire, l'activité serait soutenue par le commerce et le transport. L'inflation, mesurée par la variation du déflateur du PIB ressortirait de 2%.

S'agissant de **la gestion budgétaire en 2010**, elle serait marquée par un bon comportement du recouvrement des recettes budgétaires et une hausse maîtrisée des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires sont attendues en progression de 13,1% contre un repli de 2,6% en 2009, tandis que les dépenses publiques devraient enregistrer une augmentation de 6,1% contre 1,9% en 2009. Au

total, le déficit budgétaire devrait ressortir à 274,8 milliards, soit 4,3% du PIB, reflétant une amélioration de 0,6 point par rapport à l'année 2009. Quant au déficit budgétaire de base (hors PPTTE et IADM), il devrait s'établir à 104 milliards soit 1,6% du PIB en 2010.

En 2011, la gestion budgétaire devrait se dérouler dans un environnement macroéconomique favorable avec la consolidation de la croissance observée en 2010. La stratégie de mobilisation des recettes sera articulée autour des grands axes suivants : l'élargissement de l'assiette et la réforme foncière. Les recettes budgétaires sont projetées en hausse de 6% tandis que les dépenses totales et prêts nets devraient progresser de 3,7%. Ainsi, le solde global base ordonnancement ressortirait en déficit de 280,9 milliards (4,2% du PIB), soit une amélioration de 0,1 point de PIB ; quant au solde de base (hors PPTTE et IADM), il est projeté en déficit de 73,5 milliards (soit 1,1% du PIB).

Concernant **les échanges avec l'extérieur**, ils seraient caractérisés en 2010 par une légère dégradation du compte courant de 29,5 milliards, attribuable à la détérioration de la balance commerciale. Exprimé en pourcentage du PIB, **le déficit du courant hors dons est évalué à 8,3%, soit au dessus du plafond communautaire fixé à 5%**. Le renforcement du compte de capital et d'opérations financières devrait toutefois permettre d'équilibrer la balance des paiements en 2010 après un excédent de 96,3 milliards en 2009.

En 2011, les échanges avec le reste du monde devraient se traduire par un solde excédentaire de la balance des paiements de 50,9 milliards à la faveur de la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit de la balance courante (hors dons) est attendu à 8% du PIB, soit en amélioration de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2010.

Pour ce qui est de **la situation monétaire**, elle serait caractérisée en 2010 par une stabilité du niveau des avoirs extérieurs nets par rapport à 2009. Le crédit intérieur croîtrait de 12% par rapport à 2009, sous l'effet principalement de la Position Nette du Gouvernement qui progresserait de 132 milliards traduisant les émissions de titres publics. Quant à la masse monétaire, elle s'établirait à 2.424 milliards, soit en hausse de 9%, reflétée par la consolidation des dépôts privés dans les banques (+209,3 milliards), la circulation fiduciaire s'étant plutôt inscrite en baisse (-11,3 milliards).

En 2011, le secteur monétaire devrait être marqué par une augmentation de 50,2 milliards des avoirs extérieurs nets. Le crédit intérieur devrait rester dynamique avec une hausse de 9,5%, à la faveur notamment des interventions du Gouvernement sur le marché financier intérieur et des crédits à l'économie. Réflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire devrait s'établir à 2.645,5 milliards, soit en progression de 9,1% par rapport à 2010.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'évolution macroéconomique pendant une bonne partie du printemps a confirmé les prévisions d'une reprise modeste mais continue dans la plupart des pays avancés et d'une croissance vigoureuse dans de nombreux pays émergents et pays en développement. En effet, grâce à la coordination des politiques des grandes puissances économiques et à la série de plans de relance, la plupart des pays avancés, notamment les États-Unis, certains pays de la zone euro et le Japon, ont renoué avec une croissance positive. Toutefois, la reprise de l'activité est globalement faible en Europe où les effets de la récession restent toujours visibles et le risque d'essoufflement demeure plus marqué.

L'économie mondiale continue de faire face à de nombreux risques. Ces derniers portent principalement sur la durée des plans de relance économique menés par les gouvernements, la faiblesse de la consommation et de la demande dans les pays avancés, la lenteur dans le rebondissement des investissements en capitaux fixes. Par ailleurs, dans de grands établissements financiers américains et européens l'ajustement des bilans reste encore inachevé et le crédit bancaire continue de se resserrer.

Malgré les incertitudes, l'économie mondiale devrait renouer avec la croissance positive. Les services du FMI prévoient le taux de croissance du Produit Mondial Brut (PMB) à 4,6% en 2010, après -0,6% une année auparavant. Cette reprise serait substantiellement tirée par les économies émergentes, sous l'impulsion de l'Inde et surtout de la Chine. En 2010, la croissance du PIB des pays avancés est prévue en hausse de 2,6% contre un repli de 3,2% en 2009, alors que dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est attendu à 6,8% en 2010 contre 2,5% l'année précédente.

Ce redémarrage de l'activité économique mondiale est accompagné d'un raffermissement des prix à la consommation dans les principaux pays avancés, malgré le maintien d'un chômage élevé. Ce rebondissement de l'inflation est particulièrement lié à l'envolée des cours des matières premières et à l'anticipation du maintien des taux directeurs des banques centrales à des niveaux très bas. Dans les pays avancés, les prix à la consommation s'inscriraient en hausse de 1,4% en 2010 contre 0,1% en 2009, alors que dans les pays émergents et en développement, la progression serait 6,3% contre 5,2% en 2009.

S'agissant du volume du commerce mondial des biens et services, il est globalement prévu en hausse de 9,0% en 2010 contre un repli de 11% en 2009. Dans les pays avancés, les importations augmenteraient de 7,2% contre 8,2% pour les exportations, après avoir chuté de 13,0% de part et

d'autre. Dans les pays émergents et en développement, les importations devraient enregistrer une hausse de 12,5% et les exportations de 10,5% contre des reculs respectifs de 8,3% et 8,5% en 2009.

Sur les marchés monétaires et financiers internationaux, la crise s'est quasiment stabilisée et un mouvement de redressement des crédits est amorcé partout dans le monde. Sur les marchés des taux d'intérêt, les principales banques centrales maintiennent toujours leur taux directeur à de très faibles niveaux, bien que certaines d'entre elles aient amorcé un resserrement ou manifesté l'intention de le faire prochainement. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a décidé de porter son taux d'escompte de 0,5% à 0,75 % et explique cette décision par une amélioration de la situation sur les marchés financiers. C'est le premier mouvement observé sur les taux depuis décembre 2008. Quant à la Banque centrale européenne, elle maintient son taux à 1% contre 0,1% pour la Banque du Japon et 0,5% pour la Banque d'Angleterre.

Sur le marché des matières premières, la tendance des prix serait globalement haussière en 2010, portée par les perspectives de la reprise de l'économie mondiale et confortée par la spéculation. Toutefois, des disparités persistent dans l'évolution des prix de certains produits. Les cours du baril du pétrole devraient progresser de près de 21,8% en 2010 après avoir chuté de 36,3% en 2009. Pour les autres produits de base, le niveau de hausse est globalement prévu à 15,5%, en variation annuelle en 2010, contre une baisse de 18,7% en 2009.

Au titre du de l'année 2011, le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale prévoit une croissance vigoureuse aux États-Unis, en raison d'une accélération de la demande privée et une croissance légèrement plus faible dans la zone euro, du fait des turbulences financières. Les obstacles à la reprise dans ces pays sont le niveau élevé de la dette publique, le chômage et, dans certains cas, les prêts bancaires limités. Dans les pays émergents et en développement, la croissance resterait globalement vigoureuse, mais avec des différences considérables d'un pays à l'autre. Les principales économies émergentes d'Asie et d'Amérique latine continuent de tirer la reprise. Les tensions inflationnistes devraient rester modérées dans les pays avancés. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation fléchirait pour s'établir à 5 % en 2011.

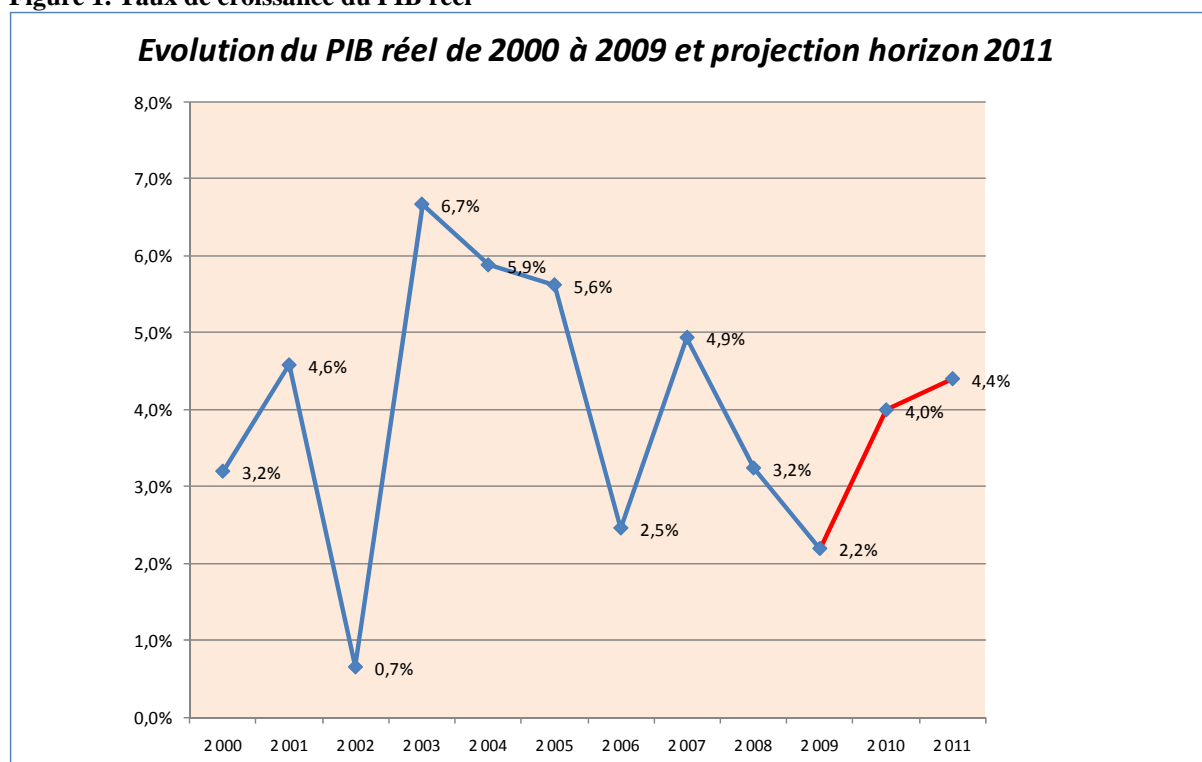
1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2010

1.1.1. Les ressources du PIB

Au lendemain de la crise économique et financière internationale qui a conduit à une contraction du Produit Mondial Brut (PMB) de 0,6% en 2009, l'économie sénégalaise affiche des signes de reprise à la faveur notamment de la relance de l'économie mondiale et de l'apurement d'une bonne partie des arriérés de paiement vis-à-vis du secteur privé. En effet, l'environnement international favorable¹ conjugué aux efforts consentis par le Gouvernement en vue de redynamiser l'activité économique, se traduirait par un redressement de la demande extérieure et intérieure, en particulier l'investissement privé. Globalement, **le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 4% en 2010 contre 2,2% en 2009**. Cette bonne tenue de l'activité reflète celle des secteurs primaire et secondaire, ainsi que le redressement du secteur tertiaire, sensiblement affecté en 2009 par la morosité de l'activité économique interne et mondiale.

Figure 1. Taux de croissance du PIB réel



Source: ANSD et projections DPEE de 2010 à 2015

¹ Croissance du PMB attendue autour de 4,6% selon les prévisions du FMI.

Encadré 1. Impact des arriérés de paiements sur l'activité économique

Au cours de ces dernières années, les arriérés de paiement sur les dépenses publiques se sont érigés comme une des questions majeures du débat autour de la soutenabilité des finances publiques au Sénégal. En effet, beaucoup d'observateurs s'interrogeraient sur la manière dont les tensions récemment observées sur le budget de l'Etat ont pu affecter les activités des entreprises sénégalaises, dans un contexte déjà difficile, marqué notamment par la crise économique mondiale.

L'étude réalisée par la DPEE² à partir d'un modèle d'équilibre général dynamique stochastique révèle que les arriérés de paiement ont un impact négatif et persistant sur les principales grandeurs macroéconomiques. Globalement, la présence d'arriérés de paiement induit un ralentissement de l'activité, un repli des rendements attendus et partant, des investissements, une augmentation du chômage, une baisse des recettes fiscales et un renforcement du déséquilibre public.

Dans le court terme, un choc positif de 60% sur les arriérés de paiement se traduirait par une baisse durant la même année du stock de capital de 0,6%, un ralentissement de l'activité de 0.3% et par une perte de recettes fiscales de 1,2%.

Par ailleurs, la contribution des arriérés à l'incertitude reste significative. En effet, l'accumulation d'arriérés est susceptible d'accroître les craintes des agents économiques, quant à la capacité financière de l'Etat à honorer ses engagements futurs, ce qui peut être la source d'une incertitude accrue.

Dans le **secteur primaire**, l'activité économique progresserait de 3,6% contre 10% l'année précédente, tirée notamment par les sous-secteurs agricoles, de l'élevage et de la pêche. S'agissant du sous-secteur agricole, son dynamisme devrait se poursuivre avec une croissance de 3,7% consécutive à des hausses respectives de 36,8% et 15,4% en 2008 et 2009. Cette performance serait favorisée par la poursuite de la consolidation de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA III) à travers la mise à disposition adéquate d'intrants de qualité. A cet égard, un programme de distribution de 10.150 tonnes a été mis en place, soit une nette amélioration par rapport à l'année précédente. Au niveau des engrais, le programme subventionné porte sur une quantité de 55.000 tonnes.

Ces projections s'appuient également sur l'hypothèse d'une bonne répartition dans l'espace et dans le temps de la pluie et d'une situation phytosanitaire marquée par l'accalmie. Ainsi l'agriculture vivrière devrait progresser de 3,7%, tirée notamment par les productions de maïs, de riz et de manioc. S'agissant de l'agriculture industrielle, elle devrait enregistrer une hausse de 3,9% à la faveur principalement de la production d'arachide et de tomate industrielle.

Concernant le sous-secteur de l'élevage, il enregistrerait une hausse de 2,5% contre 4,1% en 2009, sous l'effet de la production de lait (+8,8%) et de l'aviculture (+11%), malgré la contraction des abattages du bétail (-1,5%). La performance observée dans la production laitière est liée à l'insémination artificielle, à la bonne disponibilité des aliments de bétail et à une situation zoo-sanitaire

² Cf. Etude : « Arriérés de paiement et dynamique de croissance au Sénégal »

maîtrisée. Concernant la volaille, la bonne tenue serait favorisée en partie par le maintien de l'interdiction des importations de la viande de volaille depuis 2006 en raison de la grippe aviaire.

Dans le sous-secteur de la pêche, l'activité s'inscrirait en hausse de 6% contre 2,6% l'année précédente. Cette situation reflète la bonne tenue de la pêche artisanale qui a enregistré une augmentation de ses débarquements de 14,1% sur les six premiers mois de 2010. Cette évolution serait atténuée par celle de la pêche industrielle dont les débarquements se sont contractés de 12,4% sur le premier semestre de 2010. Ces difficultés sont notamment perceptibles à travers les exportations de produits halieutiques qui se sont repliées de 5,4% en termes réels sur le premier semestre de l'année 2010.

Au niveau **du secteur secondaire**, le redressement entamé en 2009 se poursuivrait en 2010. En effet, l'activité progresserait de 4,4% après une hausse de 4,8% l'année précédente. Cette progression s'est reflétée au niveau de l'emploi moderne dans le secteur qui a affiché globalement une croissance de 1,3% entre décembre 2009 et juin 2010. La consolidation de la performance du secteur secondaire est imputable notamment à la fabrication des produits chimiques, aux BTP, aux sous-secteurs des matériaux de construction mais également à la métallurgie.

S'agissant du sous-secteur de la fabrication des produits chimiques, il a bénéficié de la poursuite du redressement des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) avec la production d'acide phosphorique qui augmenterait de 27,6%. Globalement, le sous-secteur des produits chimiques enregistrerait une progression de 28,5% contre 15,3% en 2009.

Concernant les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), le sous-secteur en perte de vitesse depuis 2008 connaîtrait une bonne reprise en 2010, avec un taux de croissance de 9% contre un repli de 4,4% l'année précédente. Ce redressement, perceptible à travers l'évolution de l'emploi moderne dans le sous-secteur (+9% entre décembre 2009 et juin 2010), serait notamment favorisé par l'apurement d'une bonne partie des arriérés dus par l'Etat aux entreprises du BTP. Par ailleurs, d'importants chantiers sont en cours d'exécution ; il s'agit, entre autres, de l'autoroute à péage, de l'Aéroport International Blaise Diagne et des travaux de rénovation et d'entretien des routes. Dans le même sillage, le développement de l'activité des promoteurs privés contribue significativement au dynamisme des activités de construction.

Pour ce qui est du sous-secteur des matériaux de construction, il bénéficierait de la reprise de l'activité du BTP mais également de l'augmentation de la demande extérieure en ciment³, avec une

³ Hausse de 48% des quantités exportés sur le premier semestre de 2010.

progression de 26% contre 8,4% en 2009. Ce dynamisme se refléterait à travers l'emploi dans le sous-secteur qui s'est conforté de plus 20% entre décembre 2009 et juin 2010.

Le sous-secteur de la métallurgie, pour sa part, croîtrait de 37,9% après un repli de 0,4% enregistré en 2009. Cette reprise serait liée en partie à la relance de l'activité dans les BTP.

L'évolution du secteur secondaire serait renforcée par la bonne tenue des activités extractives qui enregistreraient une hausse de 6,8% après la forte reprise connue en 2009 (+54,9%). Cette progression serait tirée essentiellement par la production de phosphate en hausse de 22%. La production d'or, pour sa part, augmenterait de 39,2%, traduisant ainsi le dynamisme de la Mine du Sénégal oriental. Toutefois, la bonne dynamique du sous secteur serait atténuée par le repli de 10% de l'extraction de pierre, de sable et d'argiles.

Par ailleurs, le sous-secteur de la fabrication de sucre connaîtrait une hausse de 9,6% en 2010, après s'être inscrit en baisse de 8,9% et 2,8% respectivement en 2008 et en 2009. Toutefois, la production ne permettrait pas de satisfaire la demande intérieure.

En ce qui concerne le sous-secteur de la fabrication de boissons, il connaîtrait une reprise, avec une hausse de 20,1% contre un recul de 0,3% en 2009, sous l'impulsion de la production des boissons gazeuses.

Dans le sous-secteur de l'Energie, l'activité se redresserait légèrement de 2,7% contre un recul de 0,1%, à la faveur de la hausse de la production d'eau (+7,3%) et de l'opérationnalité de la Centrale GTI pour la production d'électricité, en dépit des perturbations notées dans la distribution d'énergie électrique par la SENELEC. Toutefois, la production d'électricité demeurerait insuffisante pour satisfaire la demande qui progresse d'au moins 7% par an.

En revanche, certains sous secteurs enregistreraient des contreperformances en 2010. Il s'agit essentiellement de la fabrication de corps gras alimentaire, du raffinage de pétrole, de la transformation et conservation de viande et poisson, de la fabrication du cuir et de celle de tabac.

S'agissant de la fabrication des corps gras alimentaires, elle se replierait de 6,1% en 2010 après une hausse de 26% en 2009. Cette contraction, imputable à la diminution de la production d'huile raffinée, serait toutefois atténuée par la bonne progression de la production d'huile brute d'arachide en liaison avec la production arachidière⁴ de la campagne 2009/2010.

Le sous-secteur du Raffinage de pétrole s'inscrirait également en retrait de 12,3% après une baisse de 16,2% en 2009. Cette situation est le reflet des difficultés de la Société Africaine de Raffinage

⁴ Augmentation de 41% de la production d'arachide

(SAR) liées en partie au durcissement des conditions d'approvisionnement en huiles brutes de pétrole sur le marché international.

Le sous-secteur de la transformation et la conservation de viande et de poisson subirait les effets de l'arrêt pendant près de deux mois d'une des principales entreprises du sous-secteur en vue de se conformer aux normes européennes d'exportation. Cette situation s'est traduite par un recul de 88,6% de la production de conserves de thon sur le premier semestre de 2010. Au total, le sous-secteur se replierait de 13,9% contre une hausse de 16,4% en 2009.

Dans le sous-secteur de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles, l'activité se contracterait de 15,6% après les replis de 5,7% et 1,1% enregistrés respectivement en 2008 et 2009. Cette baisse reflète le recul noté, d'une part, dans l'égrenage de coton⁵, suite à la baisse de la production de coton lors de la campagne 2009/2010, et d'autre part, dans la fabrication de textiles confrontée à une concurrence internationale très rude, marquée par une hausse des importations des tissus et articles d'habillement de 37,6% sur le premier semestre de 2010.

Par ailleurs, le repli de la fabrication du cuir observé depuis 2008, s'amplifierait en 2010 avec une baisse de 53,2% (contre -1,4% en 2008 et -4,8% en 2009) en raison de l'arrêt d'une des principales entreprises du sous-secteur.

Aussi, dans le sous-secteur de la fabrication de tabac, l'activité baisserait-elle de 25,1% en 2010 (contre une hausse de 17,5% en 2009), en liaison avec le repli de la demande extérieure ; les exportations de cigarettes ayant chuté de près de 30% sur les six (6) premiers mois de 2010.

A l'instar du secteur secondaire, **le secteur tertiaire** s'inscrirait également dans une tendance haussière, suite au ralentissement de 2009 dû à la morosité de l'activité dans les sous-secteurs du transport, des services d'hébergement et de la restauration et des services aux entreprises. En effet, en 2010, le secteur croîtrait de 4% contre une hausse de 0,8% en 2009, malgré le ralentissement du sous-secteur des postes et télécommunications. Cette bonne tenue de l'activité s'est accompagnée d'une progression de l'emploi dans le secteur moderne de 5,8% entre fin 2009 et juin 2010 tirée par les services financiers.

La reprise du secteur tertiaire serait principalement le fait des activités commerciales, du Transport, des services immobiliers et financiers ainsi que de l'éducation et de la formation.

⁵ La production de fibre de coton a baissé de 62% sur le premier semestre de 2010.

Les activités commerciales se conforteraient de 4,1% contre une hausse de 2,2% en 2009. Ce regain de croissance est favorisé par la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire mais également par celle des importations.

S'agissant du sous-secteur du transport en baisse de 6,4% en 2009, il progresserait de 13,5% en 2010, en raison du dynamisme des transports terrestre et ferroviaire. En effet, leur chiffre d'affaires a augmenté respectivement de 32% et 36% sur le premier semestre de 2010. En revanche, celui du transport aérien a baissé de 24,7% du fait principalement de la faillite d'Air Sénégal International intervenue en 2009.

Les services immobiliers, affectés en 2008 et en 2009 par le recul de l'activité des BTP, progresseraient de 2,3% en 2010 contre une hausse de 1,6% l'année précédente. Cette situation est imputable au regain de dynamisme observé dans le secteur des BTP.

En ce qui concerne les services d'éducation et de formation, ils maintiendraient leur tendance haussière sous l'effet du dynamisme de l'enseignement supérieur avec une hausse de l'activité attendue à 4,7%. Les services financiers, pour leur part, enregistreraient une hausse de 7,6% contre 0,9% en 2009, grâce à la bonne tenue du secteur secondaire et des autres services.

En outre, la reprise du secteur tertiaire est consolidée par : (i) les activités de santé et d'actions sociales (+7,4% contre 2,1% l'année précédente) ; (ii) les services de la réparation (+4,6% en 2010 contre +4,2% en 2009) et les services à caractère collectif ou personnel (+3,2% en 2010 contre 0,1% en 2009).

S'agissant du sous-secteur des postes et télécommunications, qui a affiché une croissance moyenne annuelle de 17,9% sur la période allant de 1996 à 2007, il poursuivrait son ralentissement entamé depuis 2008. Il croîtrait de 1,8% en 2010 contre 2,3% l'année précédente.

Enfin, la progression du secteur tertiaire a toutefois été atténuée par les difficultés du sous-secteur de l'hébergement et de la restauration qui enregistrerait un recul de 5% contre une baisse de 6,9% reflétant la baisse des entrées touristiques. Celles-ci ont diminué de 6,7% sur les cinq (5) premiers mois de 2010. Ce repli concerne l'ensemble des catégories de tourisme, en particulier le « tourisme d'affaires et conférence » qui a enregistré un recul de 10% en termes d'entrées.

Encadré 2. Evolution du sous-secteur des télécommunications

Le sous-secteur des télécommunications a été au cours des dix dernières années le principal moteur de la croissance de l'économie sénégalaise. Ce dynamisme affirmé est le résultat de la libéralisation intervenue en 1997, avec notamment la privatisation de la SONATEL. En effet, le sous secteur a affiché une croissance moyenne d'environ 19% sur la période allant de 1997 à 2007, grâce essentiellement aux bonnes performances enregistrées dans la téléphonie mobile. Cependant, depuis 2008, un ralentissement de l'activité dans le sous secteur est noté, lequel s'est traduit par un taux croissance de 10% en 2008 et de 2,3% en 2009.

L'analyse de l'évolution du nombre d'abonnés au mobile et à la téléphonie fixe fait ressortir une rupture de tendance à partir de 2007. En effet, le nombre d'abonnés au mobile n'a augmenté que de 38,3% en 2007 et de 31% en 2008, contre une moyenne annuelle de 51% sur la période 2002-2006. Concernant les lignes fixes, elles ont connu respectivement un repli de 5% en 2007 en variation annuelle contre une hausse en moyenne annuelle de 4% entre 2002 et 2006. Cette tendance baissière s'est accentuée en 2008, avec une contraction de plus de 11% qui confirme les difficultés de la téléphonie fixe. Celles-ci sont notamment imputables à la diminution des lignes résidentielles qui sont largement concurrencées par le réseau mobile.

Concernant les lignes fixes, le taux de pénétration s'est établi à 2,3% contre 2% en 2008. Dans le segment de la téléphonie mobile, il a atteint 57% après un niveau de 45% en 2008. Quant au taux de pénétration dans le segment de l'internet, il est évalué à 0,5% en 2009, soit une amélioration de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2008.

Il ressort ainsi qu'il y a encore des marges assez importantes pouvant être exploitées dans la téléphonie fixe, dans l'internet et dans une moindre mesure dans la téléphonie mobile où le taux de pénétration moyen au niveau mondial est de 59,7%. Toutefois, le taux de croissance du sous secteur des télécommunications à moyen terme pourrait difficilement revenir au rythme des dernières années. En effet, le dynamisme du sous secteur diminuerait avec son développement. L'examen du cas du Maroc qui a connu un plein essor dans les télécommunications en est une illustration.

En effet, la libéralisation du sous secteur dans ce pays vers les années 1998 a permis à ce dernier de croître en moyenne annuelle de 42% sur la période allant de 1999 à 2001. Toutefois, après des hausses remarquables sur cette période, le sous secteur s'est inscrit sur une tendance moyenne de croissance annuelle de 9% entre 2002 et 2008.

Par analogie, a long terme, l'activité des télécommunications au Sénégal devrait être déterminée principalement par le niveau de consommation des abonnés, du fait du niveau très élevé de pénétration qui serait atteint dans les différents segments. C'est le cas actuellement des pays développés, notamment les pays européens qui ont vu leur chiffre d'affaires dans le sous secteur des télécommunications évoluer en moyenne de 2,5% en 2008.

En somme, le ralentissement de l'activité des télécommunications au Sénégal devrait se poursuivre. L'évolution du sous secteur pourrait tourner en moyenne autour de 3% à long terme. Cette situation pourrait avoir un impact négatif sur la mobilisation des recettes budgétaires au regard de la contribution actuelle des télécommunications qui avoisine 20% des recettes fiscales.

1.1.2. Les Emplois du PIB

La **consommation finale**, en 2010, augmenterait de 3,6% contre 3,1% en 2009, soit un gain de 0,6 point de pourcentage favorisé par la hausse de la consommation privée consécutive à la relance de l'activité économique. En effet, la consommation privée, après une progression de 3,2% en 2009, afficherait une hausse de 3,9% en 2010. Quant à la consommation publique, elle progresserait de 2,6%, soit au même rythme que l'année précédente. Au total, la consommation finale représenterait 91,3% du PIB en 2010 contre 92,8% du PIB en 2009; ce qui traduit une augmentation du taux d'épargne intérieure qui passerait de 7,2% en 2009 à 8,7%, soit un gain de 1,5 point de pourcentage.

S'agissant de la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, qui s'est contractée en 2009 de 7,4% en raison de la FBCF privée qui s'est repliée de 12,7%, elle croîtrait de 5,3% en 2010 sous l'effet de l'apurement d'une partie des dettes de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, mais également de l'environnement interne et international beaucoup plus favorable. Par conséquent, le taux d'investissement s'établirait à 27,6% du PIB en 2010 contre 27,1% en 2009.

Globalement **la demande intérieure** augmenterait de 4,1% en 2010 contre une hausse de 1,5% en 2009.

Pour ce qui est de **la demande extérieure**, elle serait marquée par une hausse en termes réels aussi bien des importations (+4,2% contre +0,6% en 2009) que des exportations (+4% contre +2,9% un an auparavant).

1.1.3. Inflation et Compétitivité

En 2010, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 1,4% contre un repli de 0,9% en 2009. Cette hausse serait tirée par le relèvement des prix aux producteurs du secteur secondaire (+4,5% contre -1,6% en 2009) et ceux du secteur primaire (+1,2% contre -1,6% en 2009) dans une moindre mesure. Dans le secteur tertiaire, les prix aux producteurs progresseraient de 0,3% contre un repli de 2% en 2009.

S'agissant de l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), elle s'est établie en légère hausse de 0,1%⁶ sur le premier semestre de 2010. Celle-ci reflète la hausse enregistrée par les prix de produits énergétiques «eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+3,5%) et du « transport » (+1,7%), atténuée par le repli des prix des produits alimentaires (-1,3%).

Le niveau favorable des prix intérieurs conjugué à la dépréciation du taux de change effectif nominal (-1%) s'est traduit par des gains de compétitivité⁷ estimés à 2,3% par rapport à 2009, en glissement sur les six (6) premiers mois de l'année, vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux. En particulier, par rapport à la zone euro et aux pays industrialisés non-membres de la zone euro, la compétitivité se conforterait respectivement de 1% et 3,4%.

⁶Evolution déterminé sur la base de l'IHPC (base 100=1996). Evaluée sur la base de l'IHPC (base 100 = 2008), l'inflation ressort à -0,4% sur le premier semestre de 2010.

⁷ Compétitivité-prix

1.2. Perspectives économiques en 2011

1.2.1. Les Ressources du PIB

La reprise économique entamée en 2010 devrait se consolider en 2011, à la faveur de la poursuite du redressement de l'économie mondiale dans un contexte de stabilité du marché des matières premières et des produits de base, mais également du début de la mise en œuvre du Document de Politique Economique et Sociale de 3^{ème} génération et du prochain Programme Economique et Financier avec le FMI (2011-2015).

La croissance économique mondiale est attendue en 2011 à 4,3% contre 4,6% en 2010. Elle devrait être tirée principalement par les pays émergents et ceux en développement. En Afrique Subsaharienne, la croissance devrait se revigorer en passant de 5% en 2010 à 5,9% en 2011.

Au plan interne, le **taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,4% en 2011 contre 4% en 2010**. Il devrait être porté par le dynamisme des secteurs primaire et secondaire, ainsi que par la poursuite du redressement du secteur tertiaire.

Dans le **secteur primaire**, la croissance devrait ressortir à 3,9% contre 3,6% en 2010, sous l'impulsion principalement du sous-secteur agricole qui est attendu en hausse de 4,5%, avec l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, d'une situation phytosanitaire maîtrisée mais également de la poursuite de la mise en œuvre de la Grande Offensive pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Par ailleurs, le sous-secteur devrait notamment tirer profit de la poursuite de l'exécution du Projet Eau Potable pour le Millénaire (PEPAM), du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA) et du Programme National de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal (PDMAS).

Le sous-secteur de l'élevage, pour sa part, devrait connaître une progression de 3,5% en 2011 contre 2,5%, sous l'effet du redressement de la production de viande de bétail et du dynamisme des filières laitière et avicole grâce au renforcement de la modernisation des systèmes de production, de l'amélioration de la santé animale et des mesures du Gouvernement visant l'augmentation de la production locale de volaille. Il devrait également bénéficier des retombées positives de la GOANA par le biais du programme d'insémination artificielle dont l'un des objectifs est d'accroître la production laitière.

Concernant le sous-secteur de la sylviculture, il est attendu en hausse de 3% en 2011 grâce à la mise en œuvre du programme national de gestion du potentiel forestier et faunique notamment dans le delta du Saloum, dans le Ferlo, en Casamance ainsi que dans le Sénégal Oriental.

Dans le sous-secteur de la pêche, l'activité devrait enregistrer une hausse de 2,1%, sous l'hypothèse d'un redressement de la pêche industrielle à la faveur des politiques de restructuration en cours ainsi que de la mise en œuvre du Projet Régional de pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO-Sénégal). Cependant, à court terme, le sous-secteur devrait encore continuer à faire face aux contraintes liées à la raréfaction de la ressource.

S'agissant du **secteur secondaire**, il devrait rester dynamique, avec une progression projetée à 5,7%, sous l'hypothèse du redressement des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de « l'égrenage de coton et fabrication de textiles » et du raffinage de pétrole, et de la bonne tenue des sous-secteurs des activités extractives, de la fabrication de produits chimiques, des BTP, des matériaux de construction, et de l'Energie.

Dans le sous-secteur du raffinage de pétrole, les difficultés rencontrées par la Société Africaine de Raffinage (SAR) devraient s'estomper en 2011 grâce notamment à la mise à disposition d'une ligne de crédit d'importation en vue de lever les contraintes liées à l'approvisionnement en produits pétroliers sur le marché international. Ainsi, l'activité de raffinage devrait se revigorer avec une progression de 9,2% contre un recul estimé à 12,3% en 2010.

Au niveau des activités extractives, les productions de phosphate, de sel et d'attapulgite devraient progresser en 2011 respectivement de 10%, 4,8% et 17% grâce au dynamisme affiché par les Industries Chimiques du Sénégal, de la Société Sénégalaise de Phosphates de Thiès (SSPT) et des Salins du Saloum. La production d'or devrait également rester dynamique. Globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 9,9%.

Dans la fabrication de produits chimiques, l'activité enregistrerait une hausse de 8% en liaison avec le dynamisme des ICS mais également des industries pharmaceutiques.

Concernant le sous-secteur des BTP, l'activité devrait rester soutenue avec une progression de 10%, sous l'effet, d'une part, de la poursuite de l'exécution des Grands Travaux de l'Etat, en l'occurrence l'autoroute à péage, l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), et d'autre part, des projets du secteur privé.

Par ailleurs, le regain d'activité dans les BTP devrait être profitable au sous-secteur des matériaux de construction. En outre, la demande extérieure, en particulier en provenance du Mali devrait avoir un impact positif sur la production de ciment des deux grandes entreprises du sous-secteur. Au total, l'activité est attendue en hausse de 11% par rapport à 2010.

Pour ce qui est du sous-secteur de l'Energie, une progression de 4% devrait être enregistrée, du fait de l'amélioration de l'offre d'électricité de la SENELEC en liaison avec la production en plein

régime de la centrale GTI. En outre, le remplacement des lampes incandescentes par celles à basse consommation devrait permettre une meilleure maîtrise de la demande.

Le sous-secteur des corps gras alimentaires, pour sa part, devrait se redresser timidement sous l'effet du relèvement de la production d'huile brute d'arachide. Il ressortirait ainsi en hausse de 0,5% en 2011 contre un repli de 6,1% en 2010.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'égrenage de coton et la fabrication de textile, il devrait enregistrer une reprise en affichant une hausse de 5,1% à la faveur de l'augmentation attendue de la production de coton de la campagne agricole 2010/2011.

Concernant le **secteur tertiaire**, il devrait croître de 4% en 2011, après une reprise enregistrée en 2010. L'activité du secteur serait portée principalement par le commerce, les transports, les services financiers et les activités immobilières. Toutefois, elle devrait être marquée par l'évolution timide des « postes et télécommunications » traditionnellement dynamique, mais également par la poursuite du repli des « activités d'hébergement et de restauration ».

En effet, les activités commerciales devraient être dynamiques en progressant de 4,6% contre 4,1% en 2010, reflétant ainsi l'augmentation des marges sur les produits des secteurs primaire et secondaire ainsi que des importations.

Le sous-secteur des transports bénéficierait de la bonne tenue des activités commerciales, mais également du début d'exploitation de la compagnie aérienne Sénégal Airlines. La croissance du sous-secteur est ainsi projetée à 6,1% en 2011.

S'agissant des services financiers, ils devraient ressortir en hausse de 6,7% par rapport à 2010, sous l'influence du dynamisme du secteur secondaire et des autres services.

Pour ce qui est des activités immobilières, elles devraient croître de 3% grâce notamment à la reprise enregistrée dans les activités de construction. Quant aux services d'éducation et de formation et ceux de santé et d'action sociale, ils devraient se conforter respectivement de 4,7% et 7,4% par rapport à 2010.

Au niveau du sous-secteur des « postes et télécommunications », en net ralentissement depuis 2009, la croissance est attendue à 2% en 2011, soit une légère amélioration par rapport à 2010 à la faveur notamment du développement de l'internet.

En revanche, l'activité des services d'hébergement et de restauration devrait reculer de 3% en raison de la lenteur dans la reprise du secteur de l'emploi dans les principaux pays émetteurs,

conjuguée à la persistance des difficultés du secteur touristique. Toutefois, l'adoption de la loi sur la baisse de la TVA dans le secteur touristique pourrait relancer l'activité.

1.2.2. Les Emplois du PIB

En 2011, la **consommation finale** devrait progresser de 3,8% contre une hausse attendue à 3,6% en 2010, soit un gain de 0,2 point de pourcentage. Elle représenterait ainsi 89,9% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure de 10,1% contre 8,7% en 2010.

Concernant la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle devrait progresser de 5,6%, reflétant le dynamisme de l'investissement public (+6%) mais également de celui privé (+5,4%). Dès lors, le taux d'investissement s'établirait à 28,4% du PIB contre 27,6% en 2010.

Au total, la **demande intérieure** augmenterait en termes réels de 4,4% contre 4,1% tirée en grande partie par l'investissement.

S'agissant la **demande extérieure**, elle serait caractérisée par la hausse en termes réels des importations et des exportations de biens et services respectivement de 4%.

1.2.3. Inflation

L'inflation, mesurée par le **déflateur du PIB**, est projetée à 2,1% contre une estimation de 1,4% en 2010, sous l'hypothèse d'une augmentation modérée des cours du baril de pétrole (projeté à 83 dollars contre 80 dollars en 2010, soit une hausse 3,8%), des matières premières et des produits de base mais également de la bonne campagne agricole.

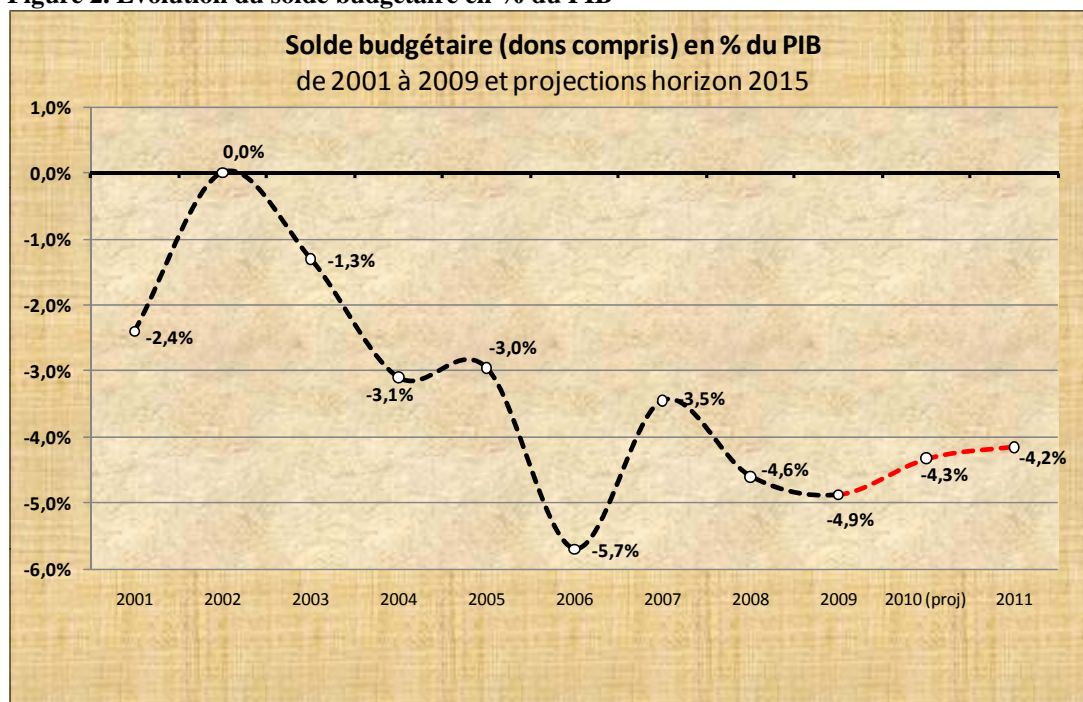
2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2010

La politique budgétaire poursuivie est axée sur un soutien accru à la demande globale, la préservation des dépenses prioritaires, tout en assurant la viabilité de la dette.

La gestion budgétaire de l'année 2010 serait marquée par un bon comportement du recouvrement des recettes budgétaires et une hausse maîtrisée des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires sont attendues en progression de 13,1% contre un repli de 2,6% en 2009, tandis que les dépenses publiques devraient enregistrer une augmentation de 6,1% contre 1,9% en 2009. Au total, le déficit budgétaire ressortirait à 274,8 milliards, soit 4,3% du PIB, reflétant une amélioration de 0,6 point par rapport à l'année 2009. Quant au déficit budgétaire de base (hors PPTE et IADM), il s'établirait à 104 milliards soit 1,6% du PIB en 2010.

Figure 2. Evolution du solde budgétaire en % du PIB



Source: DPEE

2.1.1. Les recettes budgétaires et dons

Les recettes budgétaires sont estimées à 1.269 milliards en 2010 contre 1.121,9 milliards l'année précédente, soit une progression de 147,1 milliards (+13,1%), à la faveur de la reprise de l'activité économique. Cette hausse est imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'à celles non fiscales.

En effet, les recettes fiscales sont évaluées à 1.226,3 milliards en 2010 contre 1.084,6 milliards, soit une augmentation de 141,7 milliards (+13,1%) reflétant le bon comportement des impôts directs et indirects qui représentent respectivement 27% et 66% des recettes fiscales.

S'agissant des prélèvements directs, l'impôt sur les sociétés (IS) et l'IRVM/IRCM s'établiraient respectivement à 103,5 milliards et 29 milliards, soit en hausse respectivement de 25,5 milliards et 7,3 milliards par rapport à 2009. Les sous secteurs des télécommunications et des banques et assurances devraient contribuer pour plus de 58% à la formation de l'impôt sur les sociétés en 2010. Quant à l'impôt sur le revenu, il s'établirait à 185 milliards, soit une amélioration de 6,6% par rapport à 2009, en ligne avec l'évolution de la masse salariale dans le secteur moderne.

En ce qui concerne les impôts indirects, la tendance haussière serait le fait de la bonne tenue de la TVA intérieure et des taxes sur la consommation. En effet, les recouvrements au titre de la TVA intérieure hors pétrole devraient s'établir à 233,2 milliards en 2010, contre 195,8 milliards un an auparavant, soit une progression de 37,4 milliards (+19,1%). Celle-ci serait imputable notamment au bon comportement des secteurs tertiaire et secondaire mais également aux plans d'actions mis en œuvre par les différents services de recouvrement. La TVA intérieure sur le pétrole devrait s'établir à 29,1 milliards contre 14,2 milliards un an auparavant. Quant aux taxes sur la consommation (y compris celles sur le pétrole), elles progresseraient globalement de 7,1 milliards grâce notamment aux taxes spécifiques sur les produits non pétroliers, dont le recouvrement est attendu à 24,5 milliards en 2010 contre 19,3 milliards en 2009. Cette situation serait renforcée principalement par le bon comportement de la taxe sur les opérations bancaires ainsi que celle sur les véhicules qui augmenteraient respectivement de 2,5 milliards et de 1,4 milliard.

S'agissant de la TVA recouvrée au cordon douanier, elle est attendue à 239,9 milliards pour l'année 2010 contre 222,8 milliards en 2009, soit une amélioration de 7,7% liée à la TVA à l'import sur les produits non pétroliers qui croîtrait de 11,2%. De même, les droits de porte devraient enregistrer une progression de 5,3%, pour atteindre 172,5 milliards en 2010, en raison essentiellement des produits non pétroliers.

Au total, les recettes recouvrées au cordon douanier se situeraient à 412,4 milliards, soit une hausse de 6,7% par rapport à l'année précédente, reflétant le dynamisme des importations de biens et services.

Globalement, le recouvrement des recettes pétrolières (TVA, droits de porte et FSIPP) est projeté à 198,8 milliards en 2010 contre 182,7 milliards en 2009, soit une hausse de 8,8% moins importante que celle des autres recettes fiscales. Ainsi, la part des recettes pétrolières dans les recettes

fiscales globales se situerait à 16,2% en 2010 après s'être établie respectivement à 18% et 16,8% en 2008 et 2009. Il est ainsi relevé une diminution progressive liée à la détente sur les prix des produits énergétiques.

Les droits d'enregistrement et de timbre sont, pour leur part, attendus à 48,2 milliards en 2010 contre 45,1 milliards en 2009, soit une augmentation de 3,1 milliards (+6,9%). Cette hausse serait le résultat du bon comportement des droits d'enregistrement qui devraient progresser de 7,5% sur la période.

Ainsi, la pression fiscale devrait se situer à 19,3% en 2010 contre 18% en 2009, soit une amélioration d'un point de pourcentage, traduisant l'élargissement de l'assiette. En conséquence, elle demeurerait au dessus du plafond communautaire fixé à 17%.

Concernant les recettes non fiscales, elles devraient s'inscrire en hausse de 5,4 milliards (+14,5%) en s'établissant à 42,7 milliards en 2010, à la faveur de la bonne tenue des revenus du domaine. Ceux-ci bénéficieraient des effets positifs de la réforme foncière en cours de mise en œuvre.

Pour ce qui est des dons au titre de l'année 2010, ils sont évalués à 162 milliards contre 182,8 milliards en 2009, soit un repli de 20,8 milliards (-11,4%) imputable aux dons en capital qui se contracteraient de 14,2% pour s'établir à 117 milliards et dans une moindre mesure aux dons budgétaires. Ceux-ci devraient également diminuer de 3,1%, en passant de 46,5 milliards en 2009 à 45 milliards en 2010, suite au repli de l'appui budgétaire général des Pays-Bas de 6,6 milliards à 1,6 milliard en 2010.

2.1.2. Les dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets devraient se chiffrer à 1.705,8 milliards en 2010 contre 1.608 milliards en 2009, soit une hausse de 6,1%. Cette progression serait le fait essentiellement de l'augmentation des dépenses d'investissement, des charges de personnel et des intérêts sur la dette extérieure. Toutefois, elle serait atténuée par la baisse des dépenses de fonctionnement.

En effet, les dépenses d'investissement sont estimées à 703 milliards en 2010 contre 606,9 milliards l'année précédente. Elles augmenteraient ainsi de 95,9 milliards (+15,8%), à la faveur des dépenses en capital réalisées sur ressources intérieures qui devraient s'établir à 439,5 milliards en 2010 contre 369,3 milliards un an auparavant, soit une amélioration de 70,2 milliards (+19%). Cette situation traduit l'effort important du Gouvernement dans la prise en charge directe de son programme d'investissement. A cet égard, le ratio des dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales devrait se chiffrer à 35,8% en 2010 contre 34% en 2009, soit largement au dessus du plancher communautaire de 20%.

Quant aux investissements financés sur ressources extérieures, ils devraient progresser de 10,8% pour atteindre 263 milliards en 2010, sous l'effet essentiellement des tirages sur prêts projets.

Au niveau des charges courantes, les dépenses de personnel se situeraient à 396,7 milliards, soit une hausse de 32,3 milliards par rapport à 2009. Aussi, la masse salariale devrait représenter 32,3% des recettes fiscales contre 33,6% l'année précédente, soit en dessous du plafond communautaire de 35%.

Quant aux charges au titre des intérêts sur la dette, elles progresseraient de 12,9 milliards du fait essentiellement des intérêts sur la dette extérieure qui passeraient de 23,1 milliards en 2009 à 38,9 milliards en 2010. Cette hausse, évaluée à 15,7 milliards, est imputable en grande partie au paiement des intérêts sur l'«Eurobond⁸» contracté en 2009.

En revanche, les dépenses de fonctionnement devraient passer de 588,2 milliards en 2009 à 539,1 milliards en 2010, soit une baisse de 49,1 milliards (+8,3%).

2.1.3. Le Financement

Le financement du déficit budgétaire en 2010 se ferait à travers les émissions de titres publics sur le marché financier régional en complément des appuis des partenaires traditionnels.

Le financement extérieur net est évalué à 164,7 milliards réparti entre les tirages sur prêts projets attendus à 156,3 milliards en 2010 contre 107,3 milliards un an auparavant, et les tirages de trésorerie projetés à 29 milliards qui proviendraient essentiellement de la Banque mondiale et de la BAD.

Quant au financement intérieur net, il devrait ressortir à 110,1 milliards reflétant un financement net bancaire évalué à 132 milliards et un financement net non bancaire de -21,9 milliards, lié au règlement prévu d'un montant 30 milliards au titre des régularisations des dépenses extrabudgétaires.

2.1.4. La dette publique

En 2010, l'encours de la dette publique totale devrait se situer à 2.208,5 milliards contre 1.963,7 milliards en 2009, soit une évolution de 12,5%. Il représenterait ainsi 34,8% du PIB contre 32,6% du PIB en 2009, soit une progression de 2,2 points de pourcentage. Toutefois, il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du Pacte de convergence de l'UEMOA.

Il serait composé de 1.789,1 milliards au titre de la dette extérieure et de 419,5 milliards portant sur la dette intérieure, représentant respectivement 28,2% et 6,6 % du PIB.

Quant au service de la dette publique extérieure, il représenterait 6,8% des recettes budgétaires et 5,7% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

⁸ En décembre 2009, le Gouvernement a lancé un emprunt obligataire international de 87 milliards pour financer l'autoroute Dakar-Diamniadio.

2.2. Projections budgétaires en 2011

La gestion budgétaire en 2011 devrait se dérouler dans un environnement macroéconomique favorable, avec la consolidation de la croissance observée en 2010. La stratégie de mobilisation des recettes sera articulée autour des grands axes suivants : l'élargissement de l'assiette, la mise en œuvre du plan d'actions sur les dépenses fiscales et la réforme foncière.

Les recettes budgétaires sont projetées à 1.345,7 milliards, soit une hausse de 76,7 milliards (+6%) tandis que les dépenses totales et prêts nets sont évalués à 1.763,8 milliards, soit en progression de 63,6 milliards (+3,7%).

Au total, le solde global (base ordonnancement) devrait dégager un déficit de 280,9 milliards (4,2% du PIB) contre 274,8 milliards en 2010 (4,3% du PIB), soit une amélioration de 0,1 point de pourcentage. Quant au solde de base (hors PPTTE et IADM), il est projeté en déficit de 73,5 milliards (1,1% du PIB) contre 104 milliards (1,6% du PIB) en 2010.

2.2.1. Les recettes budgétaires et dons en 2011

Au titre de l'année 2011, les recettes budgétaires sont projetées à 1345,7 milliards contre 1269 milliards en 2010, soit un accroissement de 6%. Cette hausse reflèterait le bon comportement des recettes fiscales et de celles non fiscales.

Les recettes fiscales pour l'année 2011 sont projetées à 1284,2 milliards contre 1226,3 milliards en 2010, enregistrant ainsi une hausse de 57,9 milliards (+4,7%), imputable au bon niveau de recouvrement des impôts directs, des taxes intérieures hors pétrole et des droits de douane.

Les impôts directs sont projetés globalement à 344,4 milliards contre 331 milliards en 2010, soit en progression de 13,4 milliards (+4%), du fait principalement du bon comportement de l'impôt sur le revenu. En effet, celui-ci devrait se situer à 195,2 milliards en 2011 contre 185 milliards en 2010, soit une augmentation de 10,2 milliards (5,5%). S'agissant de l'impôt sur les sociétés, il devrait progresser de 4,6 milliards (4,5%) pour s'établir à 108,1 milliards en 2011.

Concernant les impôts indirects, les taxes sur biens et services (y compris la TVA à l'import) sont prévues à 659,9 milliards pour l'année 2011 contre 639,5 milliards, un an auparavant. Cette hausse de 20,3 milliards s'expliquerait notamment par le bon niveau de recouvrement escompté de la TVA hors pétrole, des taxes sur la consommation et des droits de douane.

En effet, la TVA intérieure hors pétrole devrait passer de 233,2 milliards en 2010 à 240,2 milliards en 2011, soit une augmentation de 3%, tandis que la taxe sur la consommation hors pétrole est projetée à 32,3 milliards contre 24,5 milliards un an auparavant, sous l'effet notamment du relèvement du taux de la RUTEL, et dans une moindre mesure des autres taxes sur la consommation. La taxe sur les opérations bancaires (TOB) devrait augmenter de 5,6% pour atteindre un montant de 32,7 milliards, en liaison avec le dynamisme des services financiers.

Pour ce qui est des droits recouverts au cordon douanier, la TVA à l'import et les droits de porte devraient se chiffrer respectivement à 249,6 milliards et 188,2 milliards en 2011, soit un montant total de 437,8 milliards contre une estimation de 412,4 milliards en 2010. Ils devraient ainsi se conforter de 6,2%, sous l'effet essentiellement des droits de porte.

S'agissant des droits d'enregistrement et de timbre, ils sont projetés à 54,1 milliards en 2011 contre 48,2 milliards en 2010, soit une amélioration de 5,9 milliards due essentiellement aux droits d'enregistrement. Les droits de timbre, pour leur part, devraient s'améliorer de 1 milliard. Ils bénéficieraient des retombées positives de la modernisation des timbres fiscaux dont la mise en œuvre est engagée en 2010.

Les recettes pétrolières (TVA, droits de porte et FSIPP) sont attendues à 209,6 milliards en 2011 contre 198,8 milliards en 2010, soit une hausse de 5,4%. La part des recettes pétrolières sur les recettes fiscales devrait s'établir à 16,3% en 2011, soit en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2010.

La pression fiscale ressortirait à 19% en 2011 contre 19,3% en 2010, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 17 %.

Les recettes non fiscales sont projetées à 61,5 milliards pour l'année 2011 contre 42,7 milliards en 2010, soit une hausse de 18,8 milliards. Elles devraient être composées à hauteur de 60% par les dividendes et produits financiers (37 milliards), pour 36% de revenus du domaine (22,1 milliards) et pour 4% des autres recettes non fiscales (2,4 milliards). Les revenus du domaine progresseraient de 16,7 milliards à la faveur notamment de la réforme foncière mise en œuvre en 2010.

Enfin, les dons attendus des partenaires techniques et financiers sont projetés à 145 milliards répartis en dons en capital pour 78% et en dons budgétaires pour 22%. Par rapport au niveau de 2010, ils s'inscriraient en retrait de 16,9 milliards (-10,4%) du fait aussi bien des dons budgétaires projetés (-13,7 milliards) que de ceux en capital (-3,2 milliards).

2.2.2. Les dépenses publiques

En 2011, les dépenses publiques totales et prêts nets devraient s'établir à 1.771,8 milliards contre 1.705,8 milliards un an auparavant, soit une hausse de 66 milliards (+3,9%), liée essentiellement aux dépenses de personnel et aux investissements.

Les dépenses courantes globales sont projetées à 1.023 milliards, soit en hausse de 2,9%, du fait essentiellement des charges de personnel et dans une moindre mesure des intérêts sur la dette intérieure.

Les dépenses de personnel pour 2011 sont attendues à 416 milliards contre 396,7 milliards en 2010, traduisant une progression de 19,5 milliards (+4,9%). Le ratio masse salariale sur recettes fiscales ressortirait à 32,4%, soit en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

Quant aux intérêts sur la dette, ils sont projetés à 74,9 milliards contre 58,3 milliards en 2010, soit une augmentation de 16,6 milliards, liée essentiellement aux intérêts sur la dette intérieure qui passeraient de 19,4 milliards en 2010 à 37 milliards en 2011.

En revanche, les dépenses de fonctionnement sont projetées à 532 milliards en 2011 contre 539,1 milliards un an auparavant, soit une diminution de 7,1 milliards (-1,3%) imputable notamment au repli de 4% des dépenses au titre des fournitures et de l'entretien. En effet, celles-ci sont attendues à 265,9 milliards contre 276,9 milliards en 2010 diminuant ainsi de 11 milliards.

Les dépenses en capital sont, pour leur part, projetées à 739,8 milliards en 2011 contre 703 milliards en 2010, soit une hausse de 5,3%, attribuable principalement aux dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures qui augmenteraient de 31,5 milliards, pour s'établir à 294,8 milliards. Quant aux investissements financés sur ressources internes, ils sont projetés à 445 milliards en 2011 contre 439,5 milliards en 2010, soit une légère progression de 1,2%. Ainsi, le ratio des investissements sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales devrait se situer à 34,7%, soit au dessus du plancher de 20% de la surveillance multilatérale.

2.2.3. Le Financement

S'agissant du financement, l'Etat devrait maintenir le recours au financement extérieur à des taux concessionnels ainsi qu'au marché financier local et sous régional à travers l'émission de titres publics.

Le financement extérieur net est projeté à 184,4 milliards, reflétant un niveau de tirages de 191 milliards au titre des prêts projets et de 32 milliards sur les prêts programmes attendus de la Banque mondiale et de la BAD. L'amortissement de la dette extérieure devrait s'établir à 82,1 milliards contre 47,8 milliards en 2010, soit une hausse de 34 milliards imputable au prêt contracté auprès de l'Agence Française de Développement (AFD).

S'agissant du financement intérieur net, il est projeté à 96,5 milliards traduisant un engagement net vis-à-vis du système bancaire de 109,6 milliards à travers l'émission de titres et un désengagement de 13,1 milliards vis-à-vis du système non bancaire, en liaison avec la régularisation d'un montant de 11 milliards au titre des dépenses extrabudgétaires.

2.2.4. La dette publique

L'encours de la dette publique totale est projeté à 2478,5 milliards en 2011 (36,6% du PIB) contre 2208,5 milliards à fin 2010 (34,8 % du PIB), soit une hausse de 1,8 point. Toutefois, le taux d'endettement demeurerait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre de la surveillance au sein de l'UEMOA. L'encours de la dette extérieure représenterait 29,2% du PIB et celui de la dette intérieure 7,5% du PIB.

Le service de la dette publique extérieure représenterait 8,9% des recettes budgétaires et 7,6% des exportations de biens et services contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

3. La balance des paiements

3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2010

En 2010, les échanges avec l'extérieur seraient caractérisés par une légère dégradation du compte courant de 29,5 milliards, attribuable à la détérioration de la balance commerciale. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du courant hors dons est évalué à 8,3%, soit au dessus du plafond communautaire fixé à 5%. Le renforcement du compte de capital et des opérations financières devrait toutefois permettre d'équilibrer la balance des paiements en 2010 après un excédent de 96,3 milliards en 2009.

3.1.1. Evolution de la balance courante

D'un niveau de 461 milliards (7,7% du PIB) en 2009, le déficit du compte courant se situerait à 487,8 milliards (7,7% du PIB) en 2010. Cette évolution résulterait d'une détérioration de la balance des biens et dans une moindre mesure aux revenus nets. En revanche, la balance des transferts courants et les services nets s'inscriraient en amélioration respectivement de 13,8 milliards et 1,3 milliard.

S'agissant de la **balance des biens**, elle ressortirait en déficit de 1.197,7 milliards contre 1.160,1 milliards en 2009, soit une amplification de 37,6 milliards, reflétant une hausse plus rapide des importations (125,3 milliards) que des exportations (87,7 milliards). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations devrait enregistrer une hausse de 1,5 point de pourcentage en passant de 43,5% en 2009 à 45% en 2010.

Les exportations de biens s'établiraient à 980,7 milliards en 2010 contre 893,0 milliards en 2009, soit une hausse de 9,8% imputable essentiellement aux produits arachidières (81,5%), au coton (71%), à l'acide phosphorique (47,6%), aux produits halieutiques (12,5%) et pétroliers (9,6%). Cette situation s'expliquerait par la bonne campagne agricole de 2009/2010 et le redressement des ICS, suite à leur recapitalisation en 2008.

Quant aux exportations de ciment, elles progresseraient de 2,9%, en raison d'une hausse des volumes de 12% atténuée par la baisse attendue des prix de 8,1%.

Encadré 3: Analyse de la structure des exportations de biens de 2000 à 2010

Tableau 1 : Structure des exportations de 2001 à 2011

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PRODUITS ARACHIDIERS	9,98%	6,64%	4,11%	2,67%	3,03%	4,06%	5,59%	0,95%	2,19%	3,63%
PHOSPHATES	2,05%	1,68%	0,85%	0,68%	0,49%	0,67%	0,70%	0,75%	0,76%	0,47%
PRODUITS HALIEUTIQUES	27,17%	25,01%	25,99%	25,86%	22,54%	21,00%	21,74%	14,29%	18,01%	18,52%
SEL	0,97%	1,08%	1,03%	1,00%	0,76%	1,16%	1,23%	1,48%	1,39%	1,38%
COTON	0,89%	1,34%	2,17%	2,08%	1,76%	1,68%	1,94%	1,08%	0,82%	1,28%
PRODUITS HORTICOLES	1,21%	1,21%	1,76%	1,43%	1,48%	1,60%	1,71%	1,40%	1,50%	1,74%
PRODUITS PETROLIERS	13,55%	13,12%	17,31%	17,67%	17,55%	30,76%	20,29%	32,28%	25,50%	25,54%
PRODUITS CHIMIQUES	10,82%	9,94%	11,43%	11,07%	10,51%	10,08%	10,27%	7,53%	8,96%	8,19%
CIMENT	0,96%	1,04%	1,42%	2,26%	3,68%	5,29%	6,20%	4,80%	7,48%	7,03%
AUTRES	32,37%	33,94%	30,70%	30,59%	34,90%	28,59%	32,19%	31,38%	34,53%	30,15%

Les produits pétroliers occupent, depuis 2006, la première place dans les exportations du Sénégal, avec une part de 27% en moyenne sur la période 2006-2010 contre 15,8% entre 2001 et 2005. Les produits halieutiques qui occupaient la première place de 2001 à 2005 avec une part de 25,3% en moyenne, se positionnent depuis 2006 au second rang (18,5% en moyenne entre 2006 et 2011). Les produits chimiques, pour leur part, se maintiennent à la troisième place (depuis 2001). Le dynamisme des exportations de ciment depuis 2006, place ce produit en quatrième position au détriment des produits arachiers.

S'agissant des importations de biens, elles sont estimées à 2.178,4 milliards en 2010 contre 2.053,1 milliards en 2009, soit une hausse de 6,1% tirée principalement par l'augmentation des achats à l'extérieur de produits pétroliers (22,8%) et de biens d'équipements (6,1%).

Les importations de biens intermédiaires devraient, dans une moindre mesure, contribuer à cette hausse avec une progression de 2,5%, due aux « produits chimiques et des industries parachimiques (5,6%), malgré le recul attendu des importations d'engrais de 22,5% en 2010.

Cependant, les achats à l'extérieur de produits alimentaires enregistreraient une baisse de 4,1%, imputable aux importations de riz qui chuteraient de 20,5%, en liaison avec le repli d'une part, des volumes importés (7,7%), consécutif à la bonne campagne agricole 2009/2010 et, d'autre part, des prix de plus de 13%.

Encadré 4: analyse de la structure des importations de 2001 à 2011

Tableau 2 : structure des importations de 2000 à 2010

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PRODUITS PETROLIERS	20,18%	15,94%	17,76%	19,60%	25,23%	24,01%	24,73%	23,82%	23,30%	26,85%
<i>dont pétrole brut</i>	24,24%	24,06%	23,73%	23,02%	19,89%	18,14%	21,15%	24,72%	20,72%	18,63%
PRODUITS ALIMENTAIRES	24,24%	24,06%	23,73%	23,02%	19,89%	18,14%	21,15%	24,72%	20,72%	18,63%
<i>dont riz</i>	9,02%	9,67%	9,09%	9,03%	7,77%	6,38%	5,86%	10,37%	8,52%	6,36%
BOISSONS ET TABACS	2,01%	2,01%	2,40%	1,58%	1,43%	1,66%	1,61%	1,60%	1,49%	1,40%
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	11,49%	7,48%	14,78%	15,68%	13,75%	12,93%	12,91%	10,80%	11,46%	11,01%
BIENS D'EQUIPEMENT	15,42%	24,09%	23,90%	21,95%	22,15%	24,65%	19,96%	21,22%	21,78%	21,67%
BIENS INTERMEDIAIRES	26,65%	26,43%	17,43%	18,17%	17,54%	18,62%	19,64%	17,83%	21,25%	20,44%

Les produits pétroliers occupent la première position dans les importations de biens depuis 2009. En effet, leur part dans les importations totales est estimée à 24,6% en moyenne entre 2005 et 2010 (contre 18,4% en 2001 à 2004). Les biens d'équipement restent au deuxième rang avec une part quasiment stable sur la période de 2002 - 2010. En revanche, les produits alimentaires, qui occupaient la première place de 2001 à 2005, se sont rangés en troisième position depuis 2006, en raison notamment de la baisse des importations de riz, sous l'effet de la GOANA.

Le déficit de la **balance des services**, s'améliorerait de 1,3 milliard en passant de 43,2 milliards à 41,9 milliards entre 2009 et 2010.

Quant aux **revenus nets**, leur déficit est passé de 19,5 milliards en 2009 à 23,9 milliards en 2010, soit une détérioration de 4,3 milliards imputable exclusivement aux revenus des investissements.

Les **transferts courants**, source de revenu des ménages dans le cadre de la réduction de la pauvreté, devraient continuer à amortir sensiblement l'impact de la balance commerciale sur le solde des transactions courantes. En effet, en 2010, l'excédent du solde des transferts courants s'établirait à 775,6 milliards, représentant 12,2% du PIB contre 761,8 milliards en 2009 (12,6% du PIB), soit une amélioration de 13,8 milliards, reflétant la hausse des envois de fonds des émigrés. Après leur ralentissement en 2009, avec une croissance de 1%, ceux-ci devraient progresser de 1,8% en 2010 contre une hausse moyenne annuelle de 28,3% entre 2006 et 2008. Les dons budgétaires s'établiraient, pour leur part, à 45 milliards en 2010 contre 46,5 milliards en 2009.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un solde excédentaire estimé à 487,8 milliards en 2010 contre 557,3 milliards en 2009, soit un repli de 69,5 milliards (+12,5%). Malgré sa baisse en rythme annuel, il devrait permettre de couvrir le déficit des transactions courantes attendu au même niveau. Il se décomposerait en 125,2 milliards de transferts en capital et de 365,3 milliards au titre des opérations financières.

Les transferts de capital connaîtraient une baisse de 19,2 milliards par rapport à 2009, imputable exclusivement au repli des dons en capital publics de 136,3 milliards en 2009 à 117 milliards en 2010.

Quant au compte d'opérations financières, il afficherait un solde excédentaire de 362,6 milliards en 2010 contre un excédent de 412,9 milliards en 2009, soit une contraction de 50,3 milliards. Celle-ci découlerait principalement de la combinaison des baisses attendues au niveau des capitaux privés de 29,6 milliards et des tirages publics de 20,4 milliards.

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2011

Les échanges avec le reste du monde devraient être marqués en 2011 par un déficit de 517,4 milliards du compte des transactions courantes, largement compensé par le solde excédentaire de 568,3 milliards du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, la balance des paiements devrait dégager un excédent de 50,9 milliards en 2011.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** s'établirait à 517,4 milliards en 2011 (7,6% du PIB) contre 487,8 milliards (7,7% du PIB) en 2010. Cette situation découlerait essentiellement de la balance commerciale.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** se détériorerait de 39,5 milliards en 2011. Cette évolution résulterait de la hausse des importations de biens (83,3 milliards), plus importante que celle des exportations (32,9 milliards) entre 2010 et 2011.

Les exportations de biens augmenteraient de 3,4% en 2011, à la faveur notamment des hausses attendues au niveau des ventes à l'étranger de produits arachidiers de 4,1 milliards (12,8%), de produits pétroliers de 10,2 milliards (4,5%), d'acide phosphorique de 9,3 milliards (10,2%) et de ciment de 6,5 milliards (10,5%). Toutefois, cette tendance à la hausse devrait être atténuée par les exportations de produits halieutiques et horticoles qui devraient enregistrer des baisses respectives de

0,8 milliard (0,5%) et de 1,1 milliard (7%) par rapport à 2010. Le repli des exportations de produits halieutiques s'expliquerait par la rareté de la ressource, tandis que celui des ventes à l'extérieur de produits horticoles serait lié à la baisse des prix des légumes et des fruits.

Pour ce qui est des importations de biens, elles sont attendues en 2011 en hausse de 83,3 milliards (3,8%) par rapport à 2010, sous l'impulsion notamment des achats de l'extérieur de produits pétroliers, de biens d'équipement et de biens intermédiaires qui devraient connaître des hausses respectives de 39,9 milliards (6,1%), 31,3 milliards (6,%) et 36,2 milliards (7,3%). Cependant, les importations de produits alimentaires devraient poursuivre leur tendance baissière entamée depuis 2010. Ainsi, elles se replieraient de 13,5 milliards (3%) du fait notamment des achats de riz à l'étranger qui devraient s'inscrire en retrait de 19,1 milliards (12,4%), à la faveur de la bonne production agricole.

Pour ce qui est de **la balance des services**, elle connaîtrait une amélioration de 8,2 milliards en s'établissant en déficit de 33,7 milliards.

La **balance des revenus nets**, pour sa part, se détériorerait de 10,9 milliards en passant d'un déficit de 23,9 milliards en 2010 à 34,7 milliards en 2011, en raison notamment de l'augmentation des paiements au titre des intérêts sur la dette publique extérieure.

Enfin, les **transferts courants** devraient s'établir en 2011 à 799,1 milliards, soit une progression de 23,5 milliards (+3%) par rapport à 2010, sous l'effet de l'amélioration des transferts privés de 37,1 milliards, atténuée par la dégradation du solde des transferts publics de 13,6 milliards. Le bon comportement des transferts privés serait le fait des envois de fonds des émigrés qui passeraient de 628,5 milliards (9,9% du PIB) en 2010 à 651,1 milliards (9,6% du PIB) en 2011, soit une hausse de 22,6 milliards.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **Compte de Capital et d'Opérations Financières** ressortirait en excédent de 568,3 milliards en 2011, permettant de financer le déficit du compte courant et de dégager un excédent de la balance des paiements de 50,9 milliards. L'évolution positive du Compte de Capital et d'Opérations Financières serait imputable au compte d'opérations financières qui progresserait de 83,5 milliards par rapport à 2010 pour s'établir à 446,1 milliards. Quant au solde du Compte de Capital, il diminuerait de 3 milliards par rapport à 2010, suite à une contraction de 3,2 milliards des capitaux publics.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2010

L'évolution de la situation des institutions monétaires en 2010 fait ressortir une stabilité des avoirs extérieurs nets, une augmentation du crédit intérieur de 12,6% et une expansion de la masse monétaire de 8,6%.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

En 2010, la position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 858,6 milliards, soit au même niveau qu'en 2009. Ce montant des avoirs extérieurs nets devrait permettre de couvrir environ 3 mois d'importations de biens et services en 2010 contre 4 mois en 2009.

4.1.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur passerait de 1.603,6 milliards à fin 2009 à 1.801,6 milliards en décembre 2010, soit une hausse de 198 milliards attribuable à la fois à l'accroissement des crédits à l'économie de 4% et à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 132 milliards.

Les crédits au secteur privé se sont inscrits en nette hausse de 66 milliards, progressant de 1 492 milliards en 2009 à 1 558 milliards en 2010. Cette évolution est imputable pour l'essentiel aux crédits ordinaires qui augmentent sur la période de 64,1 milliards. Le taux de financement bancaire de l'économie a cependant fléchi légèrement, ressortant à 24,5% en 2010 contre 24,8% en 2009. Le commerce et les services d'hébergement et de restauration demeurent les sous secteurs de l'économie les mieux financés, avec près de 43% du montant total des crédits accordés au secteur privé. Globalement, la structure des crédits ordinaires reste toujours marquée sur le premier semestre de 2010 par la prédominance des crédits à court terme qui représentent en moyenne 63% contre 33% pour les crédits à moyen terme et seulement 4% pour les crédits de long terme.

La Position Nette du Gouvernement ressortirait à 253,6 milliards en décembre 2010, en dégradation de 132 milliards par rapport à décembre 2009 (111,6 milliards). Cette situation est imputable notamment à l'augmentation de l'encours de titres publics détenus par les banques suite aux différentes émissions de bons et d'obligations du Trésor en 2010.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** augmenterait de 8%, passant de 2.226,0 milliards en 2009 à 2.424 milliards en 2010. Cette hausse serait essentiellement due aux dépôts qui croîtraient de 12%, la circulation fiduciaire s'étant plutôt inscrite en retrait de 494,8 milliards à 483,5 milliards sur la période. Le taux de liquidité de l'économie augmenterait de 37% en 2009 à 38,1% en 2010.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2011

La situation monétaire en 2011 devrait être marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets de 50,9 milliards par rapport à 2010 et un accroissement de 9,5% du crédit intérieur, reflétant à la fois la hausse de 109,6 milliards de la Position Nette du Gouvernement, de 61 milliards des crédits à l'économie. Au total, la masse monétaire devrait enregistrer une progression de 9,1%.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure des institutions monétaires progresserait de 50,9 milliards par rapport à 2010 pour s'établir à 909,5 milliards en 2011. Cette situation serait due exclusivement à la Banque centrale ; les avoirs extérieurs nets des banques commerciales étant projetés en stabilité. Ce niveau des réserves de change devrait permettre de couvrir 3,8 mois d'importations de biens et services contre environ 3 mois l'année précédente.

4.2.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur devrait s'établir à 1.972,2 milliards en 2011 contre 1.801,6 milliards en 2010, soit une hausse de 170,6 milliards, imputable pour l'essentiel à la Position Nette du Gouvernement (PNG). En effet, celle-ci passerait de 243,6 milliards en décembre 2009 à 353,2 milliards en décembre 2010, soit une dégradation de 109,6 milliards. L'évolution des engagements de l'Etat serait liée essentiellement aux émissions de titres publics plus importantes que les remboursements prévus au titre des emprunts obligataires et des bons du Trésor.

Concernant les **crédits à l'économie**, ils devraient passer de 1.558 milliards en 2010 à 1.619 milliards en 2011, soit une augmentation de 61 milliards (+3,9%). Ainsi, le financement bancaire de l'activité économique représenterait 23,9% du PIB en 2011 contre 24,5% du PIB en 2010.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire, projetée en hausse de 9,1%, passerait de 2 424 milliards en décembre 2010 à 2.645,5 milliards en 2011. Cette progression, conforme à la politique de gestion prudente de la monnaie et du crédit, se traduirait par une baisse de 6,9 milliards de la circulation fiduciaire et une hausse de 228,4 milliards des dépôts. Les encours de ces deux agrégats seraient ainsi portés respectivement de 483,5 milliards à 476,6 milliards et de 1.940,5 milliards à 2.168,9 milliards. La liquidité bancaire se situerait ainsi à 39,1% en 2011 contre 38,1% en 2010.

ANNEXES

-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE									
Variation en % (croissance en volume)	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	
				def.	s. def	prov.	proj	proj	
Secteur primaire	2,4%	11,0%	-8,4%	-5,8%	18,6%	10,0%	3,6%	3,9%	
010 020 agriculture	4,1%	16,0%	-16,0%	-16,3%	36,8%	15,4%	3,7%	4,5%	
010 agriculture vivriere	-5,0%	17,1%	-12,2%	-15,6%	39,6%	13,7%	3,7%	4,7%	
020 agriculture industrielle ou d'exportation	25,8%	13,9%	-23,0%	-17,8%	30,7%	19,4%	3,9%	4,0%	
030 élevage et chasse	1,2%	2,9%	6,7%	5,7%	3,3%	4,1%	2,5%	3,5%	
040 sylviculture, exploitation forestiere,	1,2%	5,8%	1,1%	4,8%	1,4%	3,1%	3,5%	3,0%	
050 pêche	-2,3%	10,2%	-10,2%	7,4%	0,9%	2,6%	6,0%	2,1%	
Secteur secondaire	6,0%	2,5%	0,5%	6,6%	-1,7%	4,8%	4,4%	5,7%	
060 activités extractives	6,2%	-17,6%	-16,4%	-6,2%	-3,8%	54,9%	6,8%	9,9%	
080 fabrication de corps gras alimentaires	-27,4%	14,2%	21,9%	-7,4%	-35,4%	26,0%	-6,1%	0,5%	
999 autres industries	4,0%	1,5%	-3,1%	6,2%	-2,0%	6,3%	3,1%	4,2%	
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-1,6%	6,4%	-3,0%	4,7%	-4,7%	16,4%	-13,9%	0,5%	
090 travail de grains, fabrication de produits	11,3%	-0,5%	13,8%	-1,0%	-19,9%	19,2%	0,1%	3,3%	
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	-4,5%	15,4%	8,9%	8,4%	8,8%	0,3%	-0,2%	0,5%	
110 fabrication de sucre, transformation	-0,7%	2,7%	15,9%	5,4%	-8,9%	-2,8%	9,6%	4,1%	
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	11,6%	2,4%	5,8%	-4,8%	3,3%	7,1%	9,5%	1,4%	
130 fabrication de boissons	8,8%	9,0%	16,8%	6,9%	-7,8%	-0,3%	20,1%	4,7%	
140 fabrication de produits à base de tabac	-29,7%	-12,7%	-13,8%	-9,2%	96,2%	17,5%	-25,1%	0,4%	
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	2,7%	-8,4%	6,2%	4,6%	-5,7%	-1,1%	-15,6%	5,1%	
160 fabrication du cuir; fabrication	-3,6%	-7,4%	-2,3%	3,3%	-1,4%	-4,8%	-53,2%	2,0%	
170 travail du bois et fabrication d'articles	3,0%	2,7%	3,3%	5,8%	10,0%	0,0%	0,3%	1,0%	
180 fabrication de papier, carton,	31,4%	-6,2%	13,8%	6,0%	2,7%	3,4%	2,8%	5,8%	
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	4,8%	-36,3%	-59,0%	133,4%	17,7%	-16,2%	-12,3%	9,2%	
200 fabrication de produits chimiques	0,9%	-6,1%	-35,9%	13,3%	-18,1%	15,3%	28,5%	8,0%	
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,3%	6,4%	8,1%	3,2%	-4,2%	3,5%	8,0%	1,0%	
220 fabrication de verre, poterie	24,5%	10,6%	12,8%	4,3%	-0,6%	8,4%	26,0%	11,0%	
230 métallurgie, fonderie, fabrication	9,2%	25,0%	-9,0%	9,4%	8,3%	-0,4%	37,9%	4,7%	
240 fabrication de machines	20,8%	1,9%	9,3%	-8,7%	-0,9%	3,2%	-11,6%	-1,7%	
250 fabrication d'équipements, d'appareils									
260 construction de matériels de transports	13,2%	29,8%	20,3%	-11,0%	34,7%	-7,1%	6,5%	8,7%	
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	4,2%	2,6%	1,7%	5,3%	2,9%	2,0%	-0,8%	2,2%	
280 électricité, gaz et eau	2,3%	5,9%	4,5%	8,5%	2,5%	-0,1%	2,7%	4,0%	
290 construction	18,0%	9,8%	13,1%	9,4%	-1,6%	-4,4%	9,0%	10,0%	
Secteur tertiaire	7,5%	5,7%	5,9%	6,9%	3,2%	0,8%	4,0%	4,0%	
300 commerce	4,3%	1,7%	3,7%	4,0%	1,9%	2,2%	4,1%	4,6%	
330 340 transports, postes et telecommunications	16,5%	14,2%	15,8%	11,5%	6,9%	-0,3%	5,2%	3,3%	
330 transports	11,1%	4,9%	3,7%	2,9%	0,5%	-6,4%	13,5%	6,1%	
340 postes et telecommunications	21,1%	21,1%	23,6%	16,2%	10,0%	2,3%	1,8%	2,0%	
390 éducation et formation	6,9%	5,5%	3,3%	9,7%	3,6%	3,5%	4,7%	5,0%	
400 activités de santé et action sociale	4,4%	2,5%	3,0%	11,1%	2,4%	2,1%	7,4%	4,2%	
999 Autres services	6,2%	5,3%	2,3%	5,2%	1,6%	-0,7%	2,1%	3,6%	
310 services de la réparation	7,0%	4,3%	4,3%	7,4%	-1,8%	4,2%	4,6%	4,8%	
320 services d'hébergement et restauration	1,3%	4,1%	6,5%	0,9%	-1,6%	-6,9%	-5,0%	-3,0%	
350 services financiers	17,2%	7,7%	2,7%	3,4%	14,0%	0,9%	7,6%	6,7%	
360 activités immobilières	-0,2%	3,0%	3,7%	3,9%	0,4%	1,6%	2,3%	3,0%	
370 activités des services aux entreprises	13,9%	8,2%	1,5%	8,1%	4,0%	-3,6%	1,0%	3,8%	
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,9%	4,9%	2,7%	4,8%	0,6%	0,1%	3,2%	4,8%	
420 Services d'intermédiation financière i. m.	13,2%	8,3%	7,6%	4,7%	18,4%	0,8%	7,6%	6,7%	
Administration publique	4,3%	5,1%	4,0%	5,2%	-0,5%	-2,4%	3,9%	4,4%	
380 Activités d'administration publique	4,9%	5,9%	4,5%	5,7%	-0,1%	1,8%	2,6%	3,8%	
Taxes nettes sur biens et services	4,0%	4,8%	3,8%	5,0%	-0,6%	-4,3%	4,5%	4,8%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	5,9%	5,6%	2,5%	4,9%	3,2%	2,2%	4,0%	4,4%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6,1%	5,7%	2,3%	4,9%	3,8%	3,1%	3,9%	4,4%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du ma	6,0%	4,8%	4,1%	6,4%	1,4%	1,2%	4,0%	4,4%	
Production de biens et services	6,3%	4,4%	2,1%	5,8%	4,2%	2,2%	4,1%	4,7%	
Importations de biens et services	0,5%	11,1%	1,2%	14,3%	-0,5%	0,6%	4,2%	4,0%	
Taxes nettes sur les produits	4,0%	4,8%	3,8%	5,0%	-0,6%	-4,3%	4,5%	4,8%	
TOTAL DES RESSOURCES	5,2%	5,5%	2,1%	7,2%	3,1%	1,6%	4,1%	4,6%	
Consommations intermédiaires	6,4%	3,0%	1,9%	6,9%	4,6%	1,2%	4,3%	5,0%	
Consommation finale	4,5%	5,1%	4,7%	5,3%	3,0%	3,1%	3,6%	3,8%	
publique	5,6%	5,3%	5,1%	7,3%	0,9%	2,6%	2,6%	3,8%	
privée	4,3%	5,1%	4,7%	4,9%	3,4%	3,2%	3,7%	3,8%	
Formation brute de capital fixe	9,5%	6,1%	13,2%	7,4%	7,8%	-7,4%	5,3%	5,6%	
publique	14,8%	12,6%	14,0%	9,2%	2,8%	8,8%	5,9%	6,0%	
privée	7,9%	3,9%	13,0%	6,8%	9,5%	-12,7%	5,0%	5,4%	
Exportations de biens et services	6,8%	2,0%	-3,2%	-0,1%	1,3%	2,9%	4,0%	4,0%	
TOTAL DES EMPLOIS	5,2%	5,5%	2,1%	7,2%	3,1%	1,6%	4,1%	4,6%	

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE								
En milliards de francs CFA aux prix courants	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Secteur primaire	581,4	671,1	633,1	642,6	818,7	886,6	930,2	979,4
010 020 agriculture	303,9	371,3	320,9	282,0	436,3	483,6	505,4	533,5
010 agriculture vivriere	201,8	254,8	233,2	211,3	334,9	358,5	375,3	396,8
020 agriculture industrielle ou d'exportation	102,1	116,6	87,8	70,7	101,4	125,2	130,0	136,6
030 élevage et chasse	170,9	179,8	194,8	218,4	234,7	243,4	254,4	268,6
040 sylviculture, exploitation forestiere,	32,3	35,7	38,5	49,3	51,6	58,8	61,5	64,0
050 pêche	74,3	84,2	78,8	93,0	96,2	100,7	108,9	113,4
Secteur secondaire	921,9	943,4	1 011,4	1 125,2	1 191,8	1 228,6	1 341,0	1 462,4
060 activités extractives	45,4	44,1	52,1	51,6	47,8	94,9	105,8	119,7
080 fabrication de corps gras alimentaires	4,7	4,8	6,7	6,2	4,8	7,2	6,8	7,0
999 autres industries	590,3	595,9	603,0	669,0	731,8	741,4	766,1	816,0
070 Transformation et conservation de viande, poisson	111,0	119,6	114,8	121,3	123,6	142,5	119,6	122,6
090 travail de grains, fabrication de produits	24,2	23,2	28,9	29,0	30,1	34,9	28,5	30,0
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	22,6	25,3	27,7	30,7	34,4	32,5	31,7	32,5
110 fabrication de sucre, transformation	20,3	20,7	23,9	25,3	17,7	17,8	19,4	20,6
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	24,8	24,9	27,3	28,5	29,8	31,7	32,7	33,9
130 fabrication de boissons	15,6	16,6	19,8	21,3	20,2	20,4	26,6	28,4
140 fabrication de produits à base de tabac	7,0	5,9	5,2	4,7	9,9	11,5	8,5	8,7
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	59,3	54,2	58,6	62,9	66,3	65,9	56,0	60,0
160 fabrication du cuir; fabrication	8,4	7,8	7,8	8,4	9,0	8,6	3,9	4,0
170 travail du bois et fabrication d'articles	23,5	24,2	25,7	28,2	33,4	33,5	33,0	34,0
180 fabrication de papier, carton,	27,3	27,7	30,7	34,8	38,1	38,4	37,7	40,7
190 raffinage petrole, cokefaction,	22,2	15,6	7,5	18,7	23,5	14,9	17,7	20,3
200 fabrication de produits chimiques	81,7	78,7	54,0	64,3	83,5	71,3	105,6	116,3
210 fabrication de produits en caoutchouc	17,4	18,2	20,3	21,9	22,4	23,2	23,5	23,8
220 fabrication de verre, poterie	36,3	40,2	49,4	55,9	60,4	66,4	81,5	92,3
230 métallurgie, fonderie, fabrication	31,6	33,8	36,8	42,0	49,0	48,8	61,3	65,5
240 fabrication de machines	4,6	4,5	5,1	4,9	5,1	5,3	4,5	4,5
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de matériels de transports	2,4	3,0	3,7	3,5	5,1	4,7	5,0	5,6
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	50,0	51,7	55,6	62,7	70,0	69,1	69,4	72,4
280 électricité, gaz et eau	95,5	102,6	115,1	136,3	146,6	134,1	177,0	193,3
290 construction	185,8	196,0	234,5	262,1	260,8	251,0	285,4	326,5
Secteur tertiaire	1 943,2	2 086,2	2 291,3	2 566,2	2 853,1	2 817,4	2 937,2	3 107,2
300 commerce	704,1	741,9	798,9	887,4	993,9	959,8	1 000,2	1 067,5
330 340 transports, postes et telecommunications	394,0	452,7	525,7	591,6	663,3	660,9	701,1	732,3
330 transports	180,5	189,6	209,9	226,1	258,0	242,8	275,6	298,3
340 postes et telecommunications	213,5	263,1	315,8	365,5	405,3	418,1	425,5	434,0
390 éducation et formation	148,4	159,6	175,2	206,1	216,0	226,0	242,1	259,1
400 activités de santé et action sociale	48,5	50,4	59,1	67,0	75,5	77,9	83,7	87,3
999 Autres services	648,2	681,5	732,3	814,2	904,3	892,9	910,0	960,9
310 services de la réparation	37,8	38,9	43,1	48,8	52,9	53,4	55,9	59,7
320 services d'hébergement et restauration	39,8	40,7	44,5	47,2	48,8	45,5	42,8	42,3
350 services financiers	134,3	144,8	151,0	158,7	183,5	184,2	198,3	215,9
360 activités immobilières	232,9	241,3	263,4	299,4	340,9	345,5	352,4	370,2
370 activités des services aux entreprises	205,9	221,5	239,9	268,3	301,8	289,3	292,5	309,6
410 activités à caractère collectif ou personnel	84,1	89,0	93,8	101,8	109,3	109,4	113,0	120,8
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-86,7	-94,7	-103,3	-109,9	-132,9	-134,5	-144,8	-157,6
380 Activités d'administration publique	268,5	291,3	296,2	331,6	352,0	368,6	385,8	408,4
Taxes nettes sur biens et services	527,8	600,7	661,6	742,8	734,6	722,0	755,5	807,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	4 242,8	4 592,7	4 893,6	5 408,3	5 950,2	6 023,2	6 349,6	6 764,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du ma	3 938,9	4 221,3	4 572,6	5 126,4	5 513,9	5 539,6	5 844,2	6 231,2
Production de biens et services	7 227,8	7 710,5	8 154,2	9 126,5	10 298,3	10 220,4	10 799,6	11 506,2
Importations de biens et services	1 687,3	1 948,4	2 109,0	2 587,6	3 142,9	2 593,3	2 654,8	2 798,1
Taxes nettes sur les produits	527,8	600,7	661,6	742,8	734,6	722,0	755,5	807,2
TOTAL DES RESSOURCES	9 443,0	10 259,5	10 924,7	12 456,8	14 175,7	13 535,7	14 209,8	15 111,4
Consommations intermédiaires	3 512,8	3 718,4	3 922,2	4 460,9	5 082,7	4 919,2	5 205,4	5 548,7
Consommation finale	3 861,2	4 175,7	4 539,7	5 037,7	5 583,9	5 590,1	5 799,0	6 083,8
publique	571	610,6	668,1	767,1	807,0	853,1	879,7	926,8
privée	3 290	3 565,0	3 871,5	4 270,6	4 776,9	4 737,0	4 919,3	5 157,0
Formation brute de capital fixe	944,1	1 071,4	1 279,7	1 414,1	1 610,5	1 426,5	1 520,7	1 642,3
publique	225,2	270,9	312,5	349,1	370,1	400,8	433,0	472,8
privée	718,9	800,5	967,3	1 065,0	1 240,4	1 025,6	1 087,7	1 169,5
Variation de stocks	-26,6	53,2	-70,8	168,0	332,4	204,7	233,2	278,1
Exportations de biens et services	1 151,5	1 240,8	1 254,0	1 376,2	1 566,3	1 395,2	1 451,5	1 558,5
TOTAL DES EMPLOIS	9 443,0	10 259,5	10 924,7	12 456,8	14 175,7	13 535,7	14 209,8	15 111,4

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999								
Variation en %	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Secteur primaire	-5,7%	4,0%	3,0%	7,8%	7,4%	-1,6%	1,3%	1,3%
010 020 agriculture	-11,5%	5,3%	2,8%	5,0%	13,1%	-3,9%	0,7%	1,0%
030 élevage et chasse	-0,5%	2,2%	1,6%	6,1%	4,0%	-0,4%	2,0%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestière,	5,2%	4,6%	6,8%	22,0%	3,2%	10,6%	1,0%	1,0%
050 pêche	4,5%	2,9%	4,2%	9,7%	2,5%	2,1%	2,0%	2,0%
Secteur secondaire	1,8%	-0,1%	6,7%	4,4%	7,7%	-1,6%	4,5%	3,2%
060 activités extractives	-9,9%	17,9%	41,5%	5,5%	-3,5%	28,0%	4,4%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-1,2%	-10,8%	13,2%	1,2%	18,0%	21,0%	-0,3%	2,0%
999 autres industries	2,6%	-0,5%	4,4%	4,5%	11,7%	-4,7%	0,2%	2,3%
280 électricité, gaz et eau	2,6%	1,4%	7,4%	9,2%	5,0%	-8,5%	28,5%	5,0%
290 construction	0,9%	-4,0%	5,8%	2,1%	1,1%	0,7%	4,3%	4,0%
Secteur tertiaire	1,5%	1,5%	3,7%	4,8%	7,7%	-2,0%	0,3%	1,7%
300 commerce	3,1%	3,6%	3,9%	7,3%	5,8%	-5,5%	0,1%	2,0%
330 340 transports, postes et télécommunications	0,2%	-0,1%	5,0%	5,7%	9,3%	-0,6%	-0,2%	1,9%
390 éducation et formation	9,5%	1,9%	6,2%	7,2%	1,1%	1,1%	2,3%	1,9%
400 activités de santé et action sociale	-23,8%	1,4%	13,8%	1,9%	10,1%	1,0%	0,1%	0,1%
999 Autres services	0,2%	-0,1%	5,0%	5,7%	9,3%	-0,6%	-0,2%	1,9%
380 Activités d'administration publique	-2,3%	2,4%	-2,7%	5,9%	6,3%	2,9%	2,0%	2,0%
Taxes nettes sur biens et services	4,3%	8,6%	6,1%	6,9%	-0,5%	2,8%	0,1%	2,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	0,5%	2,5%	4,0%	5,3%	6,6%	-0,9%	1,4%	2,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du ma	1,6%	2,0%	3,3%	6,3%	6,1%	2,0%	2,0%	2,0%
Production de biens et services	1,6%	2,3%	2,2%	7,0%	8,3%	-2,9%	1,5%	1,8%
Importations de biens et services	8,7%	4,0%	7,0%	7,4%	22,1%	-18,0%	-1,8%	1,3%
Taxes nettes sur les produits	4,3%	8,6%	6,1%	6,9%	-0,5%	2,8%	0,1%	2,0%
TOTAL DES RESSOURCES	2,9%	3,0%	4,3%	6,4%	10,4%	-6,0%	0,8%	1,7%
Consommations intermédiaires	3,4%	2,8%	3,5%	6,4%	8,9%	-4,4%	1,5%	1,5%
Consommation finale	2,9%	2,0%	1,4%	8,8%	7,6%	-2,9%	0,1%	1,1%
publique	4,3%	1,5%	4,1%	7,0%	4,2%	3,0%	0,5%	1,5%
privée	2,5%	3,1%	3,8%	5,1%	8,2%	-3,9%	0,1%	1,0%
Formation brute de capital fixe	0,6%	-2,1%	4,1%	11,1%	4,2%	3,0%	0,5%	1,5%
publique	0,6%	6,9%	1,2%	2,3%	3,2%	-0,4%	2,0%	3,0%
privée	0,6%	7,1%	6,9%	3,1%	6,3%	-5,2%	1,0%	2,0%
Exportations de biens et services	1,6%	5,6%	4,5%	9,8%	12,3%	-13,5%	0,0%	3,2%
TOTAL DES EMPLOIS	2,9%	3,0%	4,3%	6,4%	10,4%	-6,0%	0,8%	1,7%

En % du PIB	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Secteur primaire	13,7%	14,6%	12,9%	11,9%	13,8%	14,7%	14,7%	14,5%
010 020 agriculture	7,2%	8,1%	6,6%	5,2%	7,3%	8,0%	8,0%	7,9%
010 agriculture vivriere	4,8%	5,5%	4,8%	3,9%	5,6%	6,0%	5,9%	5,9%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	2,4%	2,5%	1,8%	1,3%	1,7%	2,1%	2,0%	2,0%
030 élevage et chasse	4,0%	3,9%	4,0%	4,0%	3,9%	4,0%	4,0%	4,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,8%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%
050 pêche	1,8%	1,8%	1,6%	1,7%	1,6%	1,7%	1,7%	1,7%
Secteur secondaire	21,7%	20,5%	20,7%	20,8%	20,0%	20,4%	21,1%	21,6%
060 activites extractives	1,1%	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%	1,6%	1,7%	1,8%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	13,9%	13,0%	12,3%	12,4%	12,3%	12,3%	12,1%	12,1%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,6%	2,6%	2,3%	2,2%	2,1%	2,4%	1,9%	1,8%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%	0,4%	0,4%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%
110 fabrication de sucre, transformation	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,4%	1,2%	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	0,9%	0,9%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
190 raffinage petrole, cokéfaction,	0,5%	0,3%	0,2%	0,3%	0,4%	0,2%	0,3%	0,3%
200 fabrication de produits chimiques	1,9%	1,7%	1,1%	1,2%	1,4%	1,2%	1,7%	1,7%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
220 fabrication de verre, poterie	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,1%	1,3%	1,4%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	1,0%	1,0%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%
280 electricite, gaz et eau	2,3%	2,2%	2,4%	2,5%	2,5%	2,2%	2,8%	2,9%
290 construction	4,4%	4,3%	4,8%	4,8%	4,4%	4,2%	4,5%	4,8%
Secteur tertiaire	45,8%	45,4%	46,8%	47,4%	47,9%	46,8%	46,3%	45,9%
300 commerce	16,6%	16,2%	16,3%	16,4%	16,7%	15,9%	15,8%	15,8%
330 340 transports, postes et telecommunications	9,3%	9,9%	10,7%	10,9%	11,1%	11,0%	11,0%	10,8%
330 transports	4,3%	4,1%	4,3%	4,2%	4,3%	4,0%	4,3%	4,4%
340 postes et telecommunications	5,0%	5,7%	6,5%	6,8%	6,8%	6,9%	6,7%	6,4%
390 education et formation	3,5%	3,5%	3,6%	3,8%	3,6%	3,8%	3,8%	3,8%
400 activites de sante et action sociale	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
999 Autres services	15,3%	14,8%	15,0%	15,1%	15,2%	14,8%	14,3%	14,2%
310 services de la réparation	0,9%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,6%
350 services financiers	3,2%	3,2%	3,1%	2,9%	3,1%	3,1%	3,1%	3,2%
360 activites immobilieres	5,5%	5,3%	5,4%	5,5%	5,7%	5,7%	5,5%	5,5%
370 activites des services aux entreprises	4,9%	4,8%	4,9%	5,0%	5,1%	4,8%	4,6%	4,6%
410 activites à caractere collectif ou personnel	2,0%	1,9%	1,9%	1,9%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
420 Services d'intermediation financiere i. m.	-2,0%	-2,1%	-2,1%	-2,0%	-2,2%	-2,2%	-2,3%	-2,3%
380 Activites d'administration publique	6,3%	6,3%	6,1%	6,1%	5,9%	6,1%	6,1%	6,0%
Taxes nettes sur biens et services	12,4%	13,1%	13,5%	13,7%	12,3%	12,0%	11,9%	11,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du ma	92,8%	91,9%	93,4%	94,8%	92,7%	92,0%	92,0%	92,1%
Production de biens et services	170,4%	167,9%	166,6%	168,7%	173,1%	169,7%	170,1%	170,1%
Importations de biens et services	39,8%	42,4%	43,1%	47,8%	52,8%	43,1%	41,8%	41,4%
Taxes nettes sur les produits	12,4%	13,1%	13,5%	13,7%	12,3%	12,0%	11,9%	11,9%
TOTAL DES RESSOURCES	222,6%	223,4%	223,2%	230,3%	238,2%	224,7%	223,8%	223,4%
Consommations intermédiaires	12,4%	13,1%	13,5%	13,7%	85,4%	81,7%	82,0%	82,0%
Consommation finale	91,0%	90,9%	92,8%	93,1%	93,8%	92,8%	91,3%	89,9%
publique	13,5%	13,3%	13,7%	14,2%	13,6%	14,2%	13,9%	13,7%
privée	77,5%	77,6%	79,1%	79,0%	80,3%	78,6%	77,5%	76,2%
Formation brute de capital fixe	22,3%	23,3%	26,2%	26,1%	27,1%	23,7%	23,9%	24,3%
publique	5,3%	5,9%	6,4%	6,5%	6,2%	6,7%	6,8%	7,0%
privée	16,9%	17,4%	19,8%	19,7%	20,8%	17,0%	17,1%	17,3%
Variation de stocks	-0,6%	1,2%	-1,4%	3,1%	5,6%	3,4%	3,7%	4,1%
Exportations de biens et services	27,1%	27,0%	25,6%	25,4%	26,3%	23,2%	22,9%	23,0%
TOTAL DES EMPLOIS	222,6%	223,4%	223,2%	230,3%	238,2%	224,73%	223,79%	223,39%

Tableau 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat Réalisations à fin 2009 et projections 2010

pour SEF sept 10

	2004	2005	2006	2007	2008	2009 real.	2010 proj.	2011 Proj.
<i>(en milliards sauf indication contraire)</i>								
1. Total recettes et dons	864,8	955,8	1036,0	1231,3	1291,8	1304,7	1431	1490,9
1.1 Recettes budgétaires	776,8	880,2	962,6	1100,0	1152,1	1121,9	1269,0	1345,7
Recettes fiscales	738,5	850,8	921,9	1041,4	1087,2	1084,6	1226,3	1284,2
Recettes non fiscales	38,3	29,4	40,7	58,6	64,9	37,3	42,7	61,5
1.2 Dons	88,0	75,6	73,4	131,3	139,7	182,8	162	145,2
Budgétaires	18,5	12,2	9,3	48,4	38,4	46,5	45	31,4
En capital	69,5	63,4	64,1	82,9	101,3	136,3	117	113,8
						1,9%		
2. Dépenses totales et prêts (net)	987,8	1103,6	1331,0	1435,6	1578,5	1608,0	1705,8	1771,8
2.1 Dépenses courantes	553,9	629,0	826,0	864,9	978,7	997,9	994	1023,0
Traitements et salaires	217,6	254,9	286,2	328,6	347,7	364,4	396,7	416
Intérêts sur la dette publique	46,7	40,9	42,4	29,0	38,5	45,3	58,3	74,9
Extérieure	41,1	36,1	35,7	21,6	23,5	23,1	38,9	37,9
dont intérêts sur Eurobond							9,4	9,3
Intérieure	5,6	4,8	6,7	7,4	15,0	22,2	19,4	37,0
Autres dépenses courantes	289,6	333,2	497,4	507,3	592,5	588,2	539,1	532
Fournitures, entretien et autres	148,0	163,1	186,3	240,4	239,0	339,5	276,9	265,9
Transferts et subventions	135,4	162,3	302,1	252,0	333,0	248,6	249,9	255,0
hors énergie & alimentaire			149,8	176,0	187,3			244,7
SENELEC	0,0	21,7	86,2	0,0	30,0		0,0	18,0
Filet social (subvention GPL+ SAR)	9,2	13,9	66,1	55,0	69,7		0,0	
Produits alimentaires (levée en août 08)				21	46,0		0,0	
PPTe et IADM financé	6,2	7,8	9,0	14,9	20,5	9,0	12,3	11,1
PPTe								3,5
IADM								7,6
2.2 Dépenses en capital	410,3	454,7	474,9	565,3	594,7	606,9	703	739,8
Financement intérieur	221,3	287,0	337,1	362,1	314,2	369,3	439,5	445,0
- Sur ressources Non PPTe et IADM	198,8	226,3	289,6	302,0	251,3	309,2	391,5	401
- PPTe et IADM financé	22,5	60,7	47,5	60,1	62,9	60,1	47,7	44,4
Financement extérieur	189,0	167,7	137,8	203,2	280,5	237,6	263	294,8
2.3 Prêts nets	12,3	16,9	27,1	5,4	5,1	3,2	9,0	9,0
prêts rétrocédés	24,0	28,2	33,2	10,1	12,4	6,0	10,0	10,0
remboursement des prêts rétrocédés	-11,7	-11,3	-6,1	-4,7	-7,3	-2,8	-1,0	-1,0
		15,0	15,0					
2.4 Coûts temporaires des réformes structurelles	11,3	3,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde Global de l'Administration Centrale	-123,0	-147,8	-295,0	-204,3	-286,8	-303,3	-275	-280,9
Revenues	291,0	200,5	228,2	232,2	245,1	256,2		
Depenses	299,6	188,5	212,0	214,7	231,9	246,8		
Solde Global des entités non financières du secteur public	-8,7	12,0	16,2	17,6	13,2	9,4	0	
Solde Global de l'Adm. Centrale et des entités non financières	-131,7	-135,8	-278,8	-186,7	-273,6	-293,9	-275	-280,9
Dons non compris	-219,7	-211,4	-352,2	-318,0	-413,3	-476,7	-437	-426,1
Balance primaire	-85,0	-94,9	-236,4	-157,6	-235,1	-248,5	-217	-206,0
Solde de base	-6,7	-15,5	-213,6	-122,3	-133,6	-242,5	-164	-121,3
Solde de base hors PPTe & IADM et CTRS	33,3	56,0	-154,0	-47,3	-50,2	-173,4	-104	-73,5
Solde de base hors PPTe & IADM et CTRS hors dons budg						-126,9	-58	-42,1
4. Ajustements base caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Variations des arriérés (réd.-=)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
5. Excédent ou déficit (-)	-131,7	-135,8	-278,8	-186,7	-273,6	-294	-274,8	-280,9
Dons non compris	-219,7	-211,4	-352,2	-318,0	-413,3	-477	-437	-426,1

	2004	2005	2006	2007	2008	2009 real	2010 proj.	2011 Proj.
<i>(en milliards sauf indication contraire)</i>								
TOFE (suite1)								
6. Financement	131,7	135,8	278,8	186,7	273,6	294	274,8	280,9
7. Financement extérieur	142,3	161,3	121,2	123,6	222,9	225,5	164,7	184,4
Tirages	156,6	153,5	131,1	149,1	261,9	162,6	185	223,0
<i>Trésorerie</i>	13,1	21,0	24,2	18,7	70,2	55,3	29,0	32,0
<i>Prêts projets</i>	143,5	132,5	106,9	130,4	191,7	107,3	156,3	191,0
Emprunt eurobond 2011								0,0
Amortissement	-126,9	-64,6	-57,6	-39,7	-44,1	-41,7	-47,8	-82,1
<i>dont remboursement Eurobond 2009</i>								0,0
<i>dont remboursement OCDE</i>							-11,8	-39,0
Assistance PPTE (intérêts et amortissements)	45,5	55,8	40,8	20,5	15,9	16,6	17,9	17,4
Rééchelonnement obtenu	49,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Différé (Club de Paris)			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement demandé			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emissions bons du Trésor+ Emp Obligataire-s/région (net)	3,4	16,6	6,8	8,2	-10,8	0,0	9,3	26,2
Emprunts non concessionnels Auto/péage					0,0	88,0		
Créances sur Bques ext (exceptional loan to Senelec)				-14,5				
8 Financement intérieur (I.+II.)	-8,4	-28,5	160,6	63,1	42,2	68,8	110,1	96,5
I. Financement Bancaire (A+B+C)	-49,2	-45,4	130,9	116,7	-43,0	97,9	132,0	109,6
A. BCEAO (1+2+3)	-54,9	-32,1	47,7	10,5	-72,0	133,1	69,4	-14,4
1. Concours	-36,1	-22,3	1,4	-7,2	10,3	122,0	9,8	-15,0
<i>Avances statutaire</i>	-6,6	-6,7	-7,0	-7,2	-7,3	-7,6	-7,9	-8,1
<i>Titres d'Etat</i>	-2,2	-1,9	-2,4	0,0	0,0	0,0	-0,7	0,0
<i>Variation net FMI</i>	-23,3	-21,5	10,8	0,0	17,6	46,3	23,7	-1,6
<i>dont facilités chocs exogènes</i>							-0,25	-1,61
<i>dont facilités chocs exogènes</i>							24,0	0,0
<i>Allocation DTS G20</i>							0,0	0,0
<i>Dépôt Koweïtien</i>							-5,3	-5,3
2. Dépôts	-18,4	-9,2	45,7	19,1	-82,9	12,3	59,0	0,0
<i>dont Ressources affectées</i>		0,0	0,0					
<i>Compte PPTE IADM</i>		-32,3	0,0					
<i>Autres depots</i>		0,0	0,0	0,0				
3. Encaisse du Trésor	-0,4	-0,6	0,6	-1,4	0,6	-1,2	0,6	0,6
B. Banques commerciales	1,8	-7,0	72,9	100,3	37,8	-27,4	62,5	124,1
1. Concours	2,3	-2,2	71,6	101,4	7,9	6,4	62,5	124,1
<i>dont: Titres d'Etat ()</i>		1,4	48,6	-1,1	-1,0	-0,9	-0,7	0,0
<i>dont: Bons du Tresor</i>	18,9	-16,9	23,0	8,2	-0,8	10,9	-15,3	83,6
<i>dont: Emprunt obligataire</i>		33,0	0,0	0,0	9,7		86,3	58,5
<i>Autres crédit bancaires directes net)</i>					0,0		-7,8	-18,0
2. Dépôts et obligations cautionnées	-0,5	-4,8	1,3	-1,1	29,9	-33,8	0,0	0,0
C. Institutions financières non-bancaires							0,0	0,0
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux	3,9	-6,3	10,3	5,9	-8,8	-7,8		
II. Financement non-bancaire	40,8	16,9	29,7	-53,6	85,2	-29,1	-21,9	-13,1
Titres d'Etat détenus hors du système bancaire	-1,8	6,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources privatisations	1,1	5,4	0,0	89,3	18,8	0,0	0,0	0,0
Arriérés extra-budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-30,0	-11,0
Correspondants	33,8	7,2	7,5	-46,5	4,2	20,6	0,0	0,0
Autres 5/	7,7	-1,8	21,1	-96,4	62,2	-49,7	8,1	-2,1
Emprunts d'équipement à long terme (PBE)	-1,8	-1,7	-0,7	-0,1	0,2	-0,2	-0,2	0,0
Bons de Trésor sur formule	1	-0,8	0,2	-1,8	-0,7	-0,1	0,0	-2,1
Coupons Zeros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Soutien coton	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
SONACOS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	8,5	1,7	21,6		62,7	-49,8	8,3	0,0
Régularisation des arriérés de paiement				-94,5				
Régularisation des dépenses extrab, dettes agences et compte de dépôt								
Pour mémoire : depots sans contrepartie dans le TOFE	-9,0	13,8						
BCEAO	12,7	-8,0						
Banques Commerciales	-21,7	21,8						
7. Erreurs et omissions	-2,2	3,0	-3,0	0,0	8,4	-0,4	0,0	0,0
9. Ecart de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(en milliards sauf indication contraire)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 real.	2010 proj.	2011 Proj.
TOFE (suite 2)									
IADM Total						31,7		37,3	38,1

DETAIL FINANCEMENT

TOTAL EMISSIONS TITRES PUBLICS	118,7		252,7	313,0
TOTAL REMBOURSEMENT TITRES PUBLICS			-172,5	-144,8
NET EMISSIONS-REMBOURSEMENTS			80,2	168,2

Bons du Trésor

Nouvelles émissions	93,7		121,3	208,0
- domestic	86,1		97,0	166,4
- external	7,6		24,3	41,6
Remboursements	-128,1		-140,4	-103,5
- domestic	-109,1		-112,3	-82,8
- external	-19,0		-28,1	-20,7

Emprunt obligataire PAMU

Nouvelles émissions	25,0		131,4	105,0
- domestic	22,5		118,3	99,8
- external	2,5		13,1	5,3
Remboursements	-21,7		-32,1	-41,3
- domestic	-17,5		-32,0	-41,3
- external	-4,1		0,0	0,0

Prêts Bancaires (Emissions -Remboursements) nets

							-7,75	-18,0
Banque du Mali et BDM &co							-5,25	-9,0
<i>Prêts</i>							7,5	0
<i>rembours.</i>							-12,75	-9
Réseau BOA							-0,5	-7,0
<i>Prêts</i>							10,5	0
<i>rembours.</i>							-11,0	-7
Bicis							-2	-2,0
<i>Prêts</i>							0	0
<i>rembours.</i>							-2	-2
Groupe CBAO-Attijariwafa Bank							0	0
<i>Prêts</i>								0
<i>rembours.</i>								0
Bank of Africa							0	0
<i>Prêts</i>								0
<i>rembours.</i>								0

DETAIL

Tirages Trésorerie			70,2		29,0	32,3
Banque mondiale				29,0	21,6	21,5
Appui énergie (en CFA milliards)					0,0	
Appui crise alimentaire (en CFA milliards)					0,0	
PSAC (en FCFA milliards)					0,0	
CRSP III (en FCFA milliards)						
Autres					0,0	
AFD : appui énergie (FCFA milliards)				26,2	0,0	
appui non ciblé			55,8		0,0	
BAD					7,0	
Prog d'appui SRP en unité de compte (UC millions)					7,4	10,8
Prog d'appui SRP en unité de compte (FCFA milliards)			14,5			
Autres partenaires					0,0	

(en milliards sauf indication contraire)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 real.	2010 proj.	2011 Proj.
DONS BUDGETAIRES						38,4		45,1	31,4
Pays-Bas (CFA en milliards) :						14,1	14,7	9,5	7,2
- Environnement						7,6		7,9	7,2
- appui budgétaire général						6,5		1,6	0,0
Union Européenne tranche fixe et tranche variab						3,9	19,1	19,7	12,7
- tranche fixe									9,2
- tranche variable									3,5
- flex vulnérability									0,0
- tranche additionnelle 2008									0,0
Arabie Saoudite						0,0		0	0
Canada (appui au PDEF)						9,3	12,8	10,9	7,5
BCEAO						1,7			0
AFD						2,6			0
Autres (Allemagne)						6,8		3,0	2,0
Espagne								2,0	2

Tableau 1 : Evolution des recettes budgétaires de 2002 à 2009 (est.) et projections 2010-2015
(en milliards FCFA)

Poste recette	2006	2007	2008	2009	Projections	
					2010 Base LFR	2011
1- IMPOTS DIRECTS	219,1	231,6	272,6	285,1	331,0	344,4
impôts sur les sociétés	80,3	78,7	86,7	78,0	103,5	108,1
impôts sur le revenu	106,9	120,6	151,3	173,6	185,0	195,2
IRVM / IRCM	20,9	20,3	23,4	21,7	29,0	25,5
Taxe sur la plus value immobilière	1,4	2,2	1,6	1,8	2,2	2,0
CFCE	9,6	9,7	9,6	10,0	11,3	13,5
2- IMPOTS INDIRECTS	662,4	743,3	736,0	722,5	812,0	848,0
2.1 TAXES SUR BIENS ET SERVICES (y compris TVA porte)	505,7	558,0	545,9	558,7	639,5	659,9
Taxes sur biens et services intérieurs (hors Tva import)	285,7	309,6	306,4	335,9	399,6	410,3
TVA intérieure hors pétrole	156,7	174,7	164,7	195,8	233,2	240,2
TVA intérieure pétrole	12,5	13,6	30,8	14,2	29,1	19,3
Taxe sur les opérat. Bancaires (TOB)	19,8	25,2	23,1	28,5	31,0	32,7
Taxe d'égalisation TE	10,3	0,0				
Taxe sur la Consommation Hors pétrole	15,6	15,4	14,9	19,3	24,5	32,3
<i>Taxe sur la Consommation Hors pétrole (hors RUTEL</i>	<i>15,6</i>	<i>15,4</i>	<i>14,9</i>	<i>14,2</i>		<i>17,9</i>
<i>RUTEL</i>				<i>5,1</i>		<i>14,4</i>
Taxe spécifique pétrole	63,6	71,9	64,0	69,4	71,3	74,5
Taxe sur les véhicules	4,0	4,0	4,9	4,7	6,1	6,8
Taxe sur les contrats d'assurance	3,2	4,8	4,0	4,0	4,4	4,5
TVA à l'import	220,0	248,5	239,5	222,8	239,9	249,6
Tva import hors pétrole	156,6	185,2	184,5	169,0	187,9	190,3
Tva import pétrole	63,4	63,3	55,0	53,8	52,0	59,3
2.2 DROIT DE PORTE	156,7	185,3	190,1	163,8	172,5	188,2
Droit de porte hors pétrole	129,2	162,0	177,7	150,4	161,1	169,3
Droit de porte pétrole	27,5	23,3	12,4	13,4	11,4	18,8
Pm : TOTAL recouvrés par DGD Douanes	376,7	433,8	429,6	386,6	412,4	437,8
3- DROITS ENREGIST. ET TIMBRE	37,0	40,8	45,2	45,1	48,2	54,1
Droits enregistrements, hypothèque	24,4	27,8	32,2	33,2	35,7	40,6
Droits de timbre	12,6	13,0	13,0	11,9	12,5	13,5
4- FSIPP (Fonds de sécurisation des importations de produits pétro)	3,4	25,8	33,4	31,9	35,0	37,7
RECETTES FISCALES (1+2+3+4)	921,9	1041,4	1087,2	1084,6	1226,3	1284,2
5- Revenus du domaine, dividendes et produits financiers	35,2	53,1	58,5	34,9	40,4	59,1
<i>Revenus du domaine immob. forest. mines, maritime.</i>	6,2	19,7	5,8	6,5	5,4	22,1
<i>Dividendes et produits financiers</i>	29	33,4	52,7	28,4	35,0	37,0
6- Autres recettes non fiscales	5,5	5,5	6,4	2,4	2,3	2,4
RECETTES NON FISCALES (5+6)	40,7	58,6	64,9	37,3	42,7	61,5
TOTAL RECETTES	962,6	1100,0	1152,1	1121,9	1269,0	1345,7

Tableau : Evolution de la dette publique

MONTANTS EN MILLIARDS DE FRANC CFA

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIES DE BAILLEURS

CATEGORIES DE BAILLEURS	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
CREDITS MULTILATERAUX	1030,8	1167,0	1214,2	1319,3	1383,4	1650,5	1642,0	1503,4
IDA/BIRD	562,3	705,0	720,2	738,1	896,7	1191,9	1023,0	964,7
BAD/FAD	191,8	198,7	204,5	230,2	214,1	204,3	251,0	224,7
FMI	167,0	163,8	170,9	166,3	154,0	154,1	163,0	157,4
OPEP/BADEA/BID	18,0	15,5	26,1	36,1	47,5	41,7	85,3	72,0
BEI/FED	53,1	50,0	59,6	61,2	50,4	48,8	74,6	50,6
AUTRES	38,6	33,9	32,9	87,4	20,7	9,7	45,1	34,0
CREDITS BILATERAUX	661,1	709,0	750,6	795,2	788,3	768,4	894,5	782,0
DONT PAYS DE L' OCDE	388,6	414,4	424,7	474,7	482,1	466,1	417,1	450,3
PAYS ARABES	181,3	185,7	189,9	190,8	195,1	185,4	291,8	228,4
AUTRES	91,2	108,9	136,1	129,7	111,1	116,9	185,6	103,3
DETTE COMMERCIALE	26,7	24,6	19,5	0,0	0,0	0,0	3,6	9,5
EUROBOND								
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE TOTALE	1718,6	1900,6	1984,3	2114,5	2171,7	2418,9	2540,1	2294,9

CATEGORIES DE BAILLEURS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CREDITS MULTILATERAUX	1503,4	1367,2	1509,6	1574,2	490,3	612,1	716,4	973,8		
IDA/BIRD	964,7	868,6	1040,4	1112,0	294,4	358,2	417,8	480,9		
BAD/FAD	224,7	185,1	218,3	219,3	47,9	66,7	89,1	101,3		
FMI	157,4	124,5	110,4	89,0	10,8	10,8	28,8	163,2		
OPEP/BADEA/BID	72,0	70,7	74,2	74,4	71,2	99,8	100,4	136,8		
BEI/FED	50,6	57,1	7,0	8,0	7,5	11,4	11,1	10,4		
AUTRES	34,0	61,2	59,3	71,5	58,5	65,2	69,2	81,2		
CREDITS BILATERAUX	782,0	649,6	348,8	364,1	369,6	353,4	453,6	559,5		
DONT PAYS DE L' OCDE	450,3	384,9	87,6	80,3	84,5	60,2	131,0	190,5		
PAYS ARABES	228,4	164,5	216,3	228,7	229,6	235,0	248,6	252,7		
AUTRES	103,3	100,2	44,9	55,1	55,5	58,2	74,0	116,3		
DETTE COMMERCIALE	9,5	7,9	6,2	5,8	4,5	2,9	1,7	1,0		
EUROBOND								90,0		
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE TOTALE	2294,9	2024,7	1864,6	1944,1	864,4	968,5	1171,6	1624,3	1789,0	1973,5

SOURCE DDP/DDI/MEF

DETTE INTERIEURE TOTALE				152,0	147,4	318,1	260,3	339,4	419,49	504,99
DETTE TOTALE (int. et ext.)				2096,1	1011,8	1286,6	1431,9	1963,7	2208,5	2478,5

SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2003 – 2011									
Selon la 5ème édition du manuel de balance des paiements, adaptée à l'optique BCEAO									
En milliards de F.CFA	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 révisé	2011
BALANCE DES BIENS	-470,0	-521,1	-691,3	-836,5	-1 193,3	-1 522,5	-1 160,1	-1 197,7	-1 248,1
EXPORTATIONS FOB	730,5	797,4	832,4	833,5	802,2	987,9	893,0	980,7	1 013,6
IMPORTATIONS FOB	1 200,5	1 318,5	1 523,7	1 670,0	1 995,5	2 510,4	2 053,1	2 178,4	2 261,7
SERVICES NETS	-13,0	-14,8	-16,3	-18,5	-18,1	-54,1	-43,2	-41,9	-33,7
dont FRET ET ASSURANCE	-162,6	-178,6	-206,9	-226,9	-276,6	-341,1	-273,0	-295,2	-306,1
REVENUS NETS	-79,2	-69,0	-47,2	-33,2	-35,4	-21,4	-19,5	-23,9	-34,7
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-45,7	-47,4	-30,0	-22,6	-13,8	-16,8	-21,1	-23,1	-33,3
TRANSFERTS COURANTS	308,3	333,9	397,6	437,5	618,0	754,4	761,8	775,6	799,1
PRIVES	241,0	269,6	340,8	409,3	566,0	721,8	721,4	734,8	772,0
PUBLICS	67,3	64,3	56,8	28,2	52,0	32,5	40,4	40,8	27,1
TRANSACTIONS COURANTES	-253,9	-271,0	-357,3	-450,8	-628,8	-843,7	-461,0	-487,8	-517,4
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	301,1	368,3	339,1	544,4	694,0	751,0	557,3	487,8	568,3
COMPTE DE CAPITAL	87,4	396,2	105,2	1 184,0	159,5	107,2	144,4	125,2	122,2
TRANSFERTS DE CAPITAL	87,6	396,4	105,6	1 185,9	95,2	107,8	144,4	125,2	122,2
PRIVES	6,8	4,4	5,7	6,5	7,3	7,9	8,1	8,3	8,4
PUBLICS	80,8	392,0	99,9	1 179,4	87,9	99,9	136,3	117,0	113,8
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	-0,2	-0,2	-0,4	-1,9	64,3	-0,6			
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	213,7	-27,9	233,9	-639,6	534,5	643,8	412,9	362,6	446,1
- CAPITAUX PUBLICS (titres d'Etat 5 % - 2006 inclus)	42,2	-182,1	136,0	-918,4	137,8	227,6	183,7	163,3	207,7
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	3,5	-5,7	28,1	-8,5	17,2	5,6	3,6	9,3	54,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	38,7	-176,4	107,9	-909,9	120,6	222,0	180,1	154,0	153,7
dont TIRAGES (Financement exceptionnel inclus)	160,9	202,8	215,2	172,8	169,2	260,2	235,4	224,9	256,3
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-113,2	-380,8	-79,1	-1 082,9	-30,8	-27,7	-28,8	-33,5	-69,3
- CAPITAUX PRIVES	171,5	154,2	97,9	278,8	396,7	416,2	229,2	199,3	238,4
INVESTISSEMENTS DIRECTS	29,0	33,8	27,6	110,0	130,7	121,5	100,7	96,9	123,5
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	9,3	-9,1	-13,6	-3,8	11,6	15,5	12,8	14,6	11,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	133,2	129,5	83,9	172,6	254,4	279,2	115,7	87,8	104,0
Dont contre partie cession billets FF									
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	8,7	9,1	4,1	5,4	5,5	4,2			
SOLDE GLOBAL	55,9	106,4	-14,1	99,0	70,8	-88,4	96,3	0,0	50,9
CORRECTION SUITE REVISION DONNEES MONETAIRES	164,2								
CONTREPARTIE DES REEVALUATIONS									
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS									
NETS	-220,1	-106,4	14,1	-99,0	-70,8	88,4	-96,3	0,0	-50,9
- BANQUE CENTRALE	-194,7	-116,9	-15,1	-83,8	-74,1	-9,3	-72,3	0,0	-70,9
- BANQUES DE DEPOTS	-25,4	10,5	29,2	-15,2	3,3	97,7	-24,0	0,0	20,0

SENEGAL : IMPORTATIONS DE BIENS 2003 – 2011									
VOLUME en milliers de tonnes , PRIX en fca / kg , VALEUR en milliards de fca									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 révisé	2010 révisé	2011
PRODUITS PETROLIERS	230,7	278,4	431,6	460,8	553,8	661,2	530,8	652,0	692,0
PETROLE BRUT	158,9	178,2	218,1	55,0	230,6	338,0	220,3	231,5	289,5
VOLUME	1 179,2	1 122,7	990,5	210,8	778,0	1 081,0	934,2	840,8	997,5
PRIX	134,8	158,8	220,2	261,0	296,4	312,7	235,8	275,3	290,3
PRODUITS FINIS	71,8	100,2	213,5	405,8	323,2	323,2	310,5	420,6	402,4
VOLUME	462,6	550,2	822,6	1 503,0	991,0	811,0	1 234,7	1 432,3	1 299,9
PRIX	155,3	182,1	259,5	270,0	326,1	398,5	251,5	293,6	309,6
PRODUITS ALIMENTAIRES	308,2	326,9	340,2	348,0	473,6	686,3	472,0	452,5	439,0
RIZ	118,1	128,3	132,9	122,5	131,3	288,0	194,1	154,4	135,3
VOLUME	824,7	818,0	856,4	796,5	797,4	1 012,9	840,5	776,0	747,0
PRIX	143,2	156,8	155,2	153,8	164,7	284,3	230,9	199,0	181,1
BLE	30,9	41,5	35,9	41,1	57,9	61,9	52,6	56,3	58,9
VOLUME	266,5	311,3	326,3	356,6	385,7	364,9	417,8	431,6	442,4
PRIX	116,1	133,3	110,1	115,4	150,1	169,6	126,0	130,4	133,2
SUCRE	9,2	4,3	15,4	22,2	23,1	14,0	24,8	30,7	29,3
VOLUME	43,9	21,5	58,1	70,9	68,7	56,1	83,0	85,1	87,2
PRIX	208,3	200,4	265,2	313,2	336,3	249,5	298,7	361,0	336,1
PRODUITS LAITIERS	31,4	37,5	43,5	50,1	54,7	65,4	65,0	68,5	69,9
VOLUME	31,2	35,2	37,6	43,0	39,8	38,3	53,9	55,2	56,6
PRIX	1 006,7	1 067,2	1 156,4	1 165,8	1 375,6	1 709,4	1 206,6	1 239,4	1 234,2
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	150,0	115,3	112,4	112,0	206,6	257,0	135,5	142,6	145,6
VOLUME	408,7	428,0	531,3	505,1	537,2	502,7	550,9	564,6	578,8
PRIX	367,0	269,4	211,6	221,7	384,6	511,2	245,9	252,6	251,6
BOISSONS ET TABACS	31,2	22,5	24,5	31,9	36,0	44,5	34,0	34,1	35,4
BOISSONS	6,7	6,6	8,9	10,0	11,0	13,6	10,8	10,7	11,2
VOLUME	21,5	25,0	27,4	31,4	33,5	30,7	29,8	28,9	29,6
PRIX	312,1	264,9	322,6	317,7	327,8	441,9	361,8	369,0	376,4
TABACS	24,5	15,9	15,6	21,9	25,0	30,9	23,2	23,4	24,2
VOLUME	24,7	24,3	30,5	34,6	38,1	47,1	35,0	34,6	35,5
PRIX	993,0	653,8	513,8	633,3	655,9	656,5	663,1	676,4	683,1
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	192,0	222,8	235,3	248,0	289,1	299,9	261,0	267,3	260,4
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET PARFUMERIE	49,6	56,3	57,3	63,8	67,6	89,5	71,5	73,4	59,7
VOLUME	9,3	9,9	10,0	10,5	11,9	42,0	40,3	40,9	41,9
PRIX	5 348,1	5 661,3	5 706,6	6 047,3	5 671,1	2 130,9	1 772,7	1 796,4	1 425,6
BOIS & PAPIERS	56,4	63,8	67,6	68,4	79,2	83,2	69,3	70,8	72,8
VOLUME	133,2	151,5	151,4	150,4	161,8	161,9	140,8	143,3	146,9
PRIX	423,7	421,3	446,5	454,6	489,6	513,6	492,5	493,9	495,4
PRODUITS TEXTILS & ASSIMILES	35,9	42,3	45,9	46,1	57,7	67,8	70,1	71,5	74,4
VOLUME	32,3	37,3	41,0	46,3	54,3	63,4	64,5	64,8	66,4
PRIX	1 114,2	1 133,5	1 119,1	995,6	1 062,5	1 069,8	1 086,6	1 103,7	1 121,1
DIVERS AUTRES PRODUITS	50,1	60,4	64,5	69,8	84,6	59,5	50,1	51,6	53,5
VOLUME	69,9	78,4	78,1	79,6	90,8	93,9	79,2	81,2	83,2
PRIX	716,2	770,7	825,2	877,7	931,3	634,0	632,4	635,8	643,2
BIENS D'EQUIPEMENT	310,4	311,8	378,9	472,9	446,9	589,1	496,3	526,4	557,7
MACHINES, MOTEURS ET AUTRES APPAREILS	174,3	180,7	213,0	268,2	282,3	410,0	331,6	350,8	372,2
VOLUME	40,9	47,0	52,0	64,9	72,0	101,4	89,3	94,0	99,3
PRIX	4 260,2	3 841,3	4 098,5	4 132,0	3 923,5	4 043,1	3 712,3	3 730,9	3 749,5
MATERIELS DE TRANSPORT	136,1	131,1	165,9	204,7	164,5	179,1	164,7	175,6	185,5
VOLUME	32,5	32,1	38,1	40,1	51,9	59,0	59,1	67,0	70,4
PRIX	4 194,1	4 080,1	4 354,5	5 108,0	3 168,9	3 037,8	2 785,3	2 620,6	2 633,7
BIENS INTERMEDIAIRES*	226,4	258,1	300,1	357,2	439,7	495,1	484,2	496,4	532,7
PRODUITS CHIMIQUES & DES INDUSTRIES PARAC	60,0	65,2	61,9	60,8	69,0	104,1	78,4	82,8	88,8
VOLUME	132,4	135,8	115,4	107,5	123,1	187,2	113,9	118,6	125,4
PRIX	453,3	479,9	536,4	565,4	560,8	556,1	688,4	697,6	707,8
ENGRAIS	8,2	15,1	7,8	8,7	12,1	17,2	17,6	13,6	14,6
VOLUME	111,8	140,3	54,2	45,6	61,3	53,5	73,4	56,9	60,0
PRIX	73,0	107,5	143,3	191,3	196,7	202,3	239,5	239,3	244,2
DIVERS AUTRES BIENS INTERMEDIAIRES	158,2	177,8	230,4	287,7	358,6	373,9	388,2	400,1	429,2
VOLUME	1 788,5	1 851,6	1 803,8	1 512,9	2 004,2	2 044,1	2 127,9	2 181,1	2 306,3
PRIX	88,4	96,0	127,7	190,1	178,9	182,9	182,4	183,4	186,1
COMMERCE SPECIAL CAF	1 298,9	1 420,5	1 710,5	1 918,8	2 239,1	2 776,1	2 278,3	2 428,7	2 517,2
MOUVEMENT D'ENTREPOT ET AJUSTEMENT	55,9	67,5	13,4	-27,8	25,0	66,4	35,7	31,1	33,4
COMMERCE GENERAL CAF	1 354,8	1 488,0	1 723,8	1 891,0	2 264,1	2 842,5	2 314,0	2 459,8	2 550,6
FRET ET ASSURANCE	-162,6	-178,6	-206,9	-226,9	-276,6	-341,1	-273,0	-295,2	-306,1
MARCHANDISES	1 192,2	1 309,4	1 517,0	1 664,1	1 987,5	2 501,4	2 041,1	2 164,6	2 244,5
AUTRES BIENS	8,3	9,1	6,7	5,9	8,0	9,0	12,0	13,8	17,2
COMMERCE GENERAL FOB	1 200,5	1 318,5	1 523,7	1 670,0	1 995,5	2 510,4	2 053,1	2 178,4	2 261,7

SENEGAL : EXPORTATIONS DE BIENS 2003 – 2011									
VOLUME en milliers de tonnes , PRIX en fca / kg , VALEUR en milliards de fca									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
PRODUITS ARACHIDIERS	25,9	17,4	20,8	29,0	39,3	9,1	17,6	32,0	36,1
HUILE BRUTE	21,7	13,7	19,6	25,1	32,4	7,9	14,9	23,4	26,4
VOLUME	39,1	22,5	35,4	51,8	68,7	12,3	27,1	38,4	40,3
PRIX	554,5	608,2	553,1	484,7	470,9	643,7	548,2	609,5	655,2
TOURTEAUX	3,5	3,6	1,1	3,6	6,1	1,1	2,2	7,9	8,9
VOLUME	38,6	25,8	12,8	46,3	63,8	7,5	14,9	47,4	49,8
PRIX	91,8	141,2	89,4	78,0	96,2	140,4	149,5	166,2	178,7
GRAINES	0,7	0,1	0,1	0,3	0,8	0,2	0,5	0,7	0,8
VOLUME	2,0	0,2	0,4	0,9	2,2	0,4	0,9	1,2	1,3
PRIX	348,2	387,3	247,5	315,4	358,5	416,8	592,1	588,4	602,8
PHOSPHATES	5,3	4,4	3,4	4,8	5,0	7,2	6,1	4,2	4,7
VOLUME	203,9	197,9	174,4	177,9	181,6	288,9	179,9	121,6	133,6
PRIX	26,2	22,4	19,4	27,0	27,3	24,8	34,2	34,1	34,8
PRODUITS HALIEUTIQUES	164,1	168,6	154,7	150,3	152,7	136,9	145,1	163,2	162,4
PRODUITS FRAIS	34,3	40,0	22,2	18,7	19,1	17,7	18,5	21,8	20,4
VOLUME	7,2	8,2	9,0	6,9	7,0	6,3	6,6	7,4	7,2
PRIX	4 769,9	4 882,1	2 463,7	2 710,1	2 737,2	2 805,1	2 805,1	2 964,7	2 846,1
PRODUITS CONGELES	109,2	111,8	120,9	123,0	124,7	111,5	114,5	127,9	127,9
VOLUME	71,6	71,9	63,0	58,6	58,8	56,3	60,0	80,4	75,6
PRIX	1 525,4	1 555,3	1 919,0	2 100,0	2 121,0	1 980,6	1 908,3	1 590,7	1 692,3
CONSERVES	13,8	12,5	7,1	5,2	5,4	3,8	5,8	6,9	7,2
VOLUME	9,5	7,7	8,0	5,3	5,5	3,2	3,0	3,5	3,6
PRIX	1 449,3	1 622,6	885,3	973,8	983,6	1 193,4	1 945,5	1 971,5	2 000,4
TRANSFORMES	6,8	4,2	4,6	3,4	3,5	3,9	6,3	6,5	6,9
VOLUME	7,4	5,3	3,2	3,2	3,3	3,4	4,3	3,6	3,8
PRIX	912,8	792,4	1 434,2	1 046,5	1 056,9	1 146,2	1 449,6	1 801,0	1 827,4
							73,9		
SEL	6,8	6,7	5,1	7,7	8,2	9,9	9,3	9,2	9,2
VOLUME	149,4	149,0	114,5	171,7	173,7	203,7	185,4	178,2	179,1
PRIX	45,8	44,9	44,3	44,9	47,2	48,4	50,1	51,5	51,3
COTON	13,7	13,5	12,1	12,0	13,6	10,3	6,6	11,3	11,5
VOLUME	16,8	16,5	18,2	18,3	21,4	14,0	9,6	16,6	17,5
PRIX	816,7	820,9	663,6	659,1	637,3	735,4	686,9	680,8	658,8
PRODUITS HORTICOLES	11,1	9,3	10,2	11,5	12,0	13,4	12,1	15,3	14,2
LEGUMES	8,3	6,4	7,2	8,2	8,6	9,6	8,7	11,1	10,3
VOLUME	11,9	13,5	17,1	18,8	18,3	19,3	20,9	22,8	23,9
PRIX	699,0	476,9	421,4	434,4	466,2	494,6	414,9	487,7	431,9
FRUITS	2,8	2,9	3,0	3,3	4,1	3,8	3,5	4,2	3,9
VOLUME	2,2	2,3	2,3	2,5	13,9	10,3	11,1	11,5	12,1
PRIX	1 250,0	1 273,8	1 298,0	1 323,1	296,8	371,8	311,8	366,6	324,6
PRODUITS PETROLIERS	109,3	115,2	120,5	220,1	142,5	309,2	205,4	225,1	235,2
SAR	33,5	34,6	71,1	41,4	0,0	13,2	16,3	0,0	0,0
VOLUME	197,3	180,2	264,6	141,6	0,0	34,4	67,3	0,0	0,0
PRIX	169,9	192,0	268,6	292,4	0,0	383,1	241,8	0,0	0,0
AUTRES PETROLIERS	75,8	80,6	49,4	178,8	142,5	296,1	189,1	225,1	235,2
VOLUME	430,1	458,3	234,2	602,3	448,3	711,8	720,5	734,4	728,0
PRIX	176,2	175,9	211,1	296,8	318,0	415,9	262,5	306,5	323,1
ICS	92,2	102,5	94,9	37,8	59,4	115,5	64,9	93,3	102,8
ENGRAIS SOLIDE	22,8	21,8	9,7	1,6	12,4	8,5	3,4	2,6	2,8
VOLUME	195,5	152,9	71,8	13,5	98,1	102,4	24,8	11,2	12,1
PRIX	116,9	142,7	134,5	121,8	126,7	82,9	137,8	228,1	232,8
ACIDE PHOSPHORIQUE	69,3	80,7	85,3	36,1	47,0	107,0	61,5	90,8	100,0
VOLUME	439,9	486,9	453,4	183,7	219,6	183,2	256,5	342,0	369,4
PRIX	157,6	165,7	188,1	196,7	213,8	584,1	239,7	265,3	270,7
CIMENT	9,0	14,7	25,3	37,8	43,6	46,0	60,2	62,0	68,5
VOLUME	202,3	348,5	572,7	801,9	849,2	800,6	1 054,8	1 181,2	1 299,2
PRIX	44,3	42,2	44,1	47,2	51,3	57,5	57,1	52,5	52,7
AUTRES	193,8	199,4	239,6	204,6	226,2	300,6	278,1	265,7	276,8
COMMERCE SPECIAL FOB	631,3	651,8	686,6	715,7	702,5	958,1	805,5	881,2	921,4
MOUVEMENT D'ENTREPOT ET AJUSTEMENT	91,3	134,7	132,4	101,4	83,0	11,4	67,4	77,5	68,1
MARCHANDISES	722,6	786,5	819,0	817,1	785,4	969,5	872,9	958,7	989,6
AUTRES BIENS	8,2	11,2	13,4	16,4	16,8	18,4	20,1	22,0	24,1
COMMERCE GENERAL FOB	730,8	797,7	832,4	833,5	802,2	987,9	893,0	980,7	1 013,6

BALANCE DES SERVICES 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
SERVICES NETS	-13,0	-14,8	-16,3	-18,5	-18,1	-54,1	-43,2	-41,9	-33,7
CREDIT	330,7	354,0	408,4	420,6	574,0	578,4	558,5	577,8	599,5
FRET	4,1	7,4	13,4	11,9	14,3	15,9	17,5	19,3	21,2
AUTRES TRANSPORTS	40,3	43,5	53,5	47,1	50,5	48,2	50,7	53,2	55,8
VOYAGES	121,2	111,7	127,9	130,9	254,6	243,2	232,5	234,8	246,6
ADMINISTRATIONS	46,9	37,9	45,9	47,8	50,1	52,4	53,4	54,5	55,6
AUTRES SERVICES (dont assurances)	118,2	153,5	167,7	182,8	204,5	218,6	204,4	216,0	220,3
DEBIT	343,8	368,8	424,7	439,1	592,1	632,5	601,7	619,7	633,2
FRET	135,5	148,6	172,4	189,4	226,5	284,2	231,4	246,0	255,1
AUTRES TRANSPORTS	51,9	52,2	57,8	56,8	61,3	59,2	71,8	72,5	74,0
VOYAGES	32,2	30,1	34,1	28,2	121,1	78,5	82,8	82,8	83,6
ADMINISTRATIONS	13,9	8,8	15,3	17,9	15,6	13,7	15,0	16,4	16,6
AUTRES SERVICES (dont assurances)	110,3	129,1	145,0	146,8	167,6	196,7	200,7	202,0	204,0

BALANCE DES REVENUS 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
REVENUS NETS	-79,3	-69,1	-47,2	-33,2	-35,4	-21,4	-19,5	-23,9	-34,7
CREDIT	69,4	82,7	109,1	91,7	96,6	130,1	130,5	134,4	138,6
REVENUS DU TRAVAIL	36,4	36,8	37,9	39,0	40,8	43,8	45,0	46,3	47,6
REVENUS DES INVESTISSEMENTS	32,9	45,9	71,2	52,6	55,8	86,4	85,5	88,2	91,0
-INTERETS	6,7	6,3	7,9	12,0	12,4	16,8	13,7	14,3	14,9
-REVENUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	21,2	35,5	59,0	38,0	40,0	69,3	71,4	73,5	75,8
-DIVERS	5,0	4,1	4,3	2,6	3,4	0,3	0,3	0,3	0,3
DEBIT	148,6	151,8	156,4	124,9	132,0	151,6	150,0	158,3	173,3
REVENUS DU TRAVAIL	5,2	5,4	5,6	5,2	6,5	6,2	6,3	6,4	6,5
REVENUS DES INVESTISSEMENTS	143,4	146,4	150,8	119,7	125,5	145,4	143,7	151,9	166,8
-INTERETS	63,9	62,6	45,1	35,4	30,0	28,6	32,3	33,7	43,4
.DETTE PUBLIQUE (directe et avalisée)	45,7	47,4	30,0	22,6	13,8	16,8	21,1	23,1	33,3
.AUTRES	18,2	15,2	15,0	12,8	16,2	11,8	11,2	10,6	10,1
-REVENUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	70,8	68,2	91,2	64,8	67,7	79,4	83,1	87,0	91,1
-DIVERS	8,7	15,6	14,5	19,5	27,9	37,5	28,3	31,2	32,3

SENEGAL : BALANCE DES TRANSFERTS 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
TRANSFERTS COURANTS	308,3	333,9	397,6	437,5	618,0	754,4	761,8	775,6	799,1
TRANSFERTS COURANTS PRIVES	241,0	269,6	340,8	409,3	566,0	721,8	721,4	734,8	772,0
CREDIT	274,1	309,2	391,7	458,7	691,2	830,5	824,7	832,9	871,1
Envois de fonds des travailleurs	260,5	297,5	378,2	444,8	530,4	634,7	622,3	628,5	651,1
Autres transferts	13,6	11,7	13,5	14,0	160,8	213,3	202,4	204,4	220,0
DEBIT	33,1	39,6	50,9	49,4	125,1	108,7	103,3	98,1	99,1
TRANSFERTS COURANTS PUBLICS	67,3	64,3	56,8	28,2	52,0	32,5	40,4	40,8	27,1
CREDIT	72,1	68,5	61,5	50,4	74,3	58,7	67,2	68,1	55,0
AIDE BUDGETAIRE	18,9	18,5	11,5	9,3	52,6	38,4	46,5	45,1	29,4
AUTRES	53,2	50,0	50,0	41,1	21,7	20,3	20,7	23,0	25,6
DEBIT	4,8	4,2	4,7	22,2	22,3	26,2	26,8	27,3	27,8

COMPTE DE CAPITAL 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
TRANSFERTS DE CAPITAL	87,6	396,4	105,6	1 185,9	95,2	107,8	144,4	124,2	120,2
TRANSFERTS DE CAPITAL PRIVES	6,8	4,4	5,7	6,5	7,3	7,9	8,1	7,3	6,4
CREDIT	6,8	4,4	5,7	6,5	7,3	7,9	8,1	8,3	8,4
DEBIT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0
TRANSFERTS DE CAPITAL PUBLICS	80,8	392,0	99,9	1 179,4	87,9	99,9	136,3	117,0	113,8
CREDIT	80,8	392,0	99,9	1 179,4	87,9	99,9	136,3	117,0	113,8
Dont inscrit au TOFE	60,1	69,9	63,3	64,5	85,7	97,9	136,3	117,0	113,8
Dont remises de dettes	20,7	322,1	36,6	1 114,9	2,1	2,0	0,0	0,0	0,0
Autres*									
DEBIT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACQUISITION ET CESSION D'ACTIFS NFP	-0,2	-0,2	-0,4	-1,9	64,3	-0,6	0,0	0,0	0,0
CREDIT			0,0	0,0	89,1	0,0			
DEBIT	0,2	0,2	0,4	1,9	24,8	0,6			

SENEGAL : COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES 2003 – 2011									
CAPITAUX PUBLICS 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
CAPITAUX PUBLICS NETS ET FINANCEMENT EXCEPTIONNEL	42,2	-182,1	136,1	-955,9	137,9	227,6	183,7	163,3	207,6
CREDIT	160,9	204,5	215,4	146,4	169,6	261,7	235,4	224,9	256,3
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	8,0	0,0	28,1	10,5	17,2	11,6	26,5	37,4	33,3
AVOIRS	0,0	0,0	0,1	0,0	0,4	1,5	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	8,0	0,0	28,0	10,5	16,8	10,1	26,5	37,4	33,3
AUTRES INVESTISSEMENTS	152,9	204,5	187,2	135,9	152,4	250,1	208,9	187,5	223,0
AVOIRS	0,0	1,7	0,7	0,6	1,2	1,6	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	152,9	202,8	186,5	135,3	151,2	248,5	208,9	187,5	223,0
TIRAGES	90,9	143,5	132,5	108,5	149,1	248,5	250,6	185,3	223,0
Prêts projets	90,9	143,5	132,5	108,5	130,4	178,3	107,3	156,3	191,0
Prêts programmes	0,0	13,1	21,0	24,2	18,7	70,2	55,3	29,0	32,0
Autres tirages*							88,0	0,0	0,0
AUTRES	62,0	46,2	33,0	2,6	2,1	2,0	-41,7	2,1	0,0
(dont FINANCEMENT EXCEPTIONNEL)	61,5	46,2	33,0	2,6	2,1	2,0	0,0	2,1	0,0
DEBIT	118,7	386,6	79,3	1 02,4	31,8	34,1	51,8	61,5	48,6
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	4,5	5,7	0,0	19,0	0,0	6,0	23,0	28,1	-20,7
AVOIRS	0,0	5,7	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	4,5	0,0	0,0	18,5	0,0	6,0	23,0	28,1	-20,7
AUTRES INVESTISSEMENTS	114,2	380,9	79,3	1 083,4	31,8	28,1	28,8	33,5	69,3
AVOIRS	1,0	0,1	0,2	0,4	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	113,2	380,8	79,1	1 082,9	30,8	27,7	28,8	33,5	69,3
AMORTISSEMENT PUBLIC	113,2	380,8	79,1	1 082,9	30,8	27,7	28,8	33,5	69,3
AUTRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

CAPITAUX PRIVES 2003 – 2011									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
CAPITAUX PRIVES NETS	171,5	154,2	97,9	278,8	396,7	416,2	268,2	219,3	238,4
CREDIT	315,0	364,3	307,3	484,4	630,2	753,5	621,7	596,8	612,4
INVESTISSEMENTS DIRECTS	77,9	91,4	102,7	185,8	202,2	234,1	212,2	193,0	203,4
DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER	7,2	5,0	6,7	2,2	14,6	13,0	13,7	14,3	15,0
DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE	70,7	86,4	96,0	183,6	187,5	221,1	198,5	178,7	188,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	18,3	15,9	3,2	1,1	15,3	58,8	49,9	36,9	37,6
AVOIRS	6,8	15,4	2,8	1,0	5,3	0,1	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	11,5	0,5	0,4	0,1	10,0	58,7	49,9	36,9	37,6
AUTRES INVESTISSEMENTS	218,8	257,0	201,4	297,6	412,8	460,6	359,7	366,8	371,4
AVOIRS	75,4	53,6	48,6	69,5	118,1	107,7	107,7	109,9	112,1
ENGAGEMENTS	143,4	203,3	152,8	228,1	294,6	352,9	252,0	257,0	259,3
DEBIT	143,5	210,1	209,4	205,7	233,5	337,3	353,5	377,5	374,0
INVESTISSEMENTS DIRECTS	48,9	57,6	75,1	75,7	71,5	112,6	72,5	76,1	79,9
DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER	8,7	11,9	2,6	7,3	26,5	69,5	28,1	29,5	31,0
DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE	40,2	45,7	72,5	68,4	45,0	43,1	44,4	46,6	48,9
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	9,0	25,0	16,8	4,9	3,7	43,3	37,1	22,3	26,7
AVOIRS	8,3	9,7	1,0	0,6	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4
ENGAGEMENTS	0,7	15,3	15,8	4,4	3,6	42,9	36,7	21,9	26,3
AUTRES INVESTISSEMENTS	85,6	127,5	117,5	125,0	158,3	181,4	243,9	279,1	267,4
AVOIRS	35,8	41,9	34,1	40,5	72,0	64,2	89,6	95,3	97,3
ENGAGEMENTS	49,8	85,6	83,4	84,5	86,3	117,2	154,3	183,8	170,1

SENEGAL : FINANCEMENT EXCEPTIONNEL 2003 – 2011									
POUR MEMOIRE (inclus dans les autres investissements du secteur public)									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							révisé	révisé	
REECHELONNEMENT	35,7	30,0	29,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLUB DE PARIS	35,7	30,0	29,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Principal	30,7	26,2	26,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	5,0	3,8	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLUB DE LONDRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EN NEGOCIATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CLUB DE PARIS DIFFERE DE PAIEMENT	23,3	14,6							
IMPACT ANNULLATION / ALLEGEMENT DEMANDE	2,5	1,6	3,6	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Principal	2,0	1,4	3,2	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,5	0,2	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont OMAN	0,6	0,4	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Principal	0,5	0,3	1,6	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ABU DAHBI	1,9	1,3	1,8	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Principal	1,5	1,1	1,7	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INITIATIVE PPTE (échéances de l'année)	20,7	45,5	30,3	2,1	2,1	2,0	1,9	2,1	0,3
Fmi	3,9	7,7	5,0						
Autres bailleurs	16,8	37,8	25,3	2,1	2,1	2,0	1,9	2,1	0,3
INITIATIVE G8 (échéances de l'année)				36,7					
IDA				12,0					
FAD				3,4					
Fmi				21,3					
VARIATION D'ARRIERES									
FINANCEMENT ADDITIONNEL A RECHERCHER (GAP DE FINANCEMENT TOFE)			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FINANCEMENT EXCEPTIONNEL TOTAL	82,2	91,7	63,3	42,2	2,1	2,0	1,9	2,1	0,3